

# que faire?

revue **COMMUNISTE**

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

(LÉNINE, décembre 1906.)

---

## - Sommaire -

**ÉDITORIAL** : Comment agir dans les Partis ouvriers ?

**PROBLÈMES ACTUELS** : Marcel BRÉVAL.  
— Une grande illusion : le ministère Blum.  
Pierre LENOIR. — Où va la gauche révolutionnaire ?

Pierre BRIZON. — Le Front populaire et la « défense du franc ».

A. G. — Paul Boncour à sa revanche.

P. L. — La liquidation des Soviets chinois.

**SUR LE FRONT CULTUREL** : Jacques ROCHE. — Le chemin de février.

**NOTES** : M. G. — « Le nouveau Parti » en Belgique.

MOURIER. — Un parti nouveau.

J. J. — Quelques scènes électorales comiques.

**LA VIE DU PARTI** :

**VIE DE " QUE FAIRE ? " :**

**BOITE AUX LETTRES :**

**LES LIVRES :**

**PRIX**

2<sup>e</sup> année N° 18

Juin 1936

1 fr.

# QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

## ABONNEMENTS

France : Un an..... 10 fr. | Six mois..... 5 fr.  
Étranger : — ..... 18 fr. | — ..... 10 fr.  
Abonnement de soutien..... 20 fr.

## CORRESPONDANCE et MANDAT :

LUCOT, C. C. 192.025 PARIS  
32, Rue Myrha — PARIS-18<sup>e</sup>

---

## NOS BUTS

1° QUE FAIRE ? fondée et rédigée par des militants communistes, a pour but de défendre les principes du marxisme-léninisme, abandonnés par l'Internationale Communiste, et de travailler, sur cette base, à l'élaboration de la politique communiste qui seule peut mener le prolétariat à la victoire;

2° QUE FAIRE ? se propose, en particulier, d'étudier les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, partie intégrante de la révolution internationale, d'apprécier à la lumière du marxisme la vie politique et sociale de ce pays, d'analyser la crise du mouvement communiste français et mondial;

3° QUE FAIRE ? née de la révolte contre le régime de bâillon imposé au parti communiste, se dresse contre un simulacre de discipline, qui, loin d'assurer l'unité d'action dans la lutte pour la révolution prolétarienne, a pour but d'empêcher les camarades, fidèles au communisme, de défendre la politique marxiste dans le Parti;

4° QUE FAIRE ? appelle tous les communistes, membres ou non du P. C., tous les révolutionnaires prolétariens, à se grouper autour de cette revue, afin de lutter, au sein de leurs organisations, pour la reconstruction du véritable parti communiste, conformément aux principes constitutifs de l'Internationale Communiste, élaborés par Lénine;

5° QUE FAIRE ? demande à tous ses lecteurs de former des groupes d'amis de QUE FAIRE ? de collaborer avec la revue, de l'aider dans la mesure de leurs moyens.

## ÉDITORIAL

### Comment agir dans les Partis ouvriers ?

*La victoire électorale des partis communiste et socialiste exige de tous ceux qui restent fidèles aux principes du marxisme et de la lutte de classes un nouvel examen de la question, à savoir comment peut-on libérer le mouvement ouvrier de l'emprise réformiste, comment peut-on aboutir au triomphe de la politique marxiste révolutionnaire.*

*Faut-il appeler les ouvriers à quitter les partis communiste et socialiste sombrés dans l'opportunistisme et le ministériatisme, et fonder immédiatement un nouveau parti « pur » ? Faut-il, au contraire, grouper les ouvriers les plus conscients en noyaux compacts sur la base du communisme révolutionnaire et à militer à l'intérieur des partis ouvriers existants pour y arracher les ouvriers à l'influence du réformisme ?*

\* \* \*

*Les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale ont présenté dans quelques circonscriptions prolétariennes leurs candidats en opposition à ceux du Front populaire. Ces candidats ont recueilli en tout quelques centaines de voix contre des dizaines de milliers de voix accordées au P. C. et au P. S.*

*Que signifient ces résultats ?*

*L'échec électorale des trotskistes montre une fois de plus qu'actuellement les masses ouvrières de ce pays suivent les deux grands partis réformistes et la C. G. T. Les couches profondes du prolétariat, les masses arriérées, qui s'éveillent à la vie politique, votent pour le P. C. ou la S. F. I. O., s'orientent vers ces partis, affluent aux syndicats. Elles ne veulent actuellement rien savoir des gens qui s'opposent à ces organisations, qui prétendent constituer un « nouveau parti » en dehors d'elles. La classe ouvrière n'est pas « mûre » pour de « nouvelles » organisations; voici le fait brutal qu'expriment les résultats électoraux.*

*Les camarades qui, effrayés par les difficultés de la tâche, démissionnent des vieux partis, souvent avant même d'essayer d'y mener le travail révolutionnaire, qui se refusent à militer dans le même parti avec Thorez, Vaillant-Couturier ou Cachin, ne font que*

s'isoler et abandonnent le mouvement à ceux qu'ils veulent précisément combattre.

Aujourd'hui, l'appartenance au Parti communiste ou au Parti socialiste, ce n'est plus une question de principe, c'est une simple question d'opportunité. L'essentiel, c'est de ne pas se séparer du mouvement ouvrier, d'être là où sont les ouvriers.

Mais dans les conditions actuelles « on ne peut concevoir plus grande déraison, plus grand tort fait à la révolution » que de « se refuser à militer dans les syndicats en prétextant leur « réactionnarisme » et... d'inventer « toute neuve, proprette, innocente des péchés bourgeois-démocratiques... La « Ligue Ouvrière » (ou un nouveau parti communiste). (Lénine — La maladie infantile du communisme, p. 42.)

Lénine, peuvent nous répondre les trotskistes, ne parle que des syndicats ; or, nous ne rejetons pas le travail au sein de la C. G. T. Pourtant les arguments fournis par eux contre le travail au sein des partis ouvriers : politique réformiste, préparation de l'union sacrée, manque de démocratie, etc., s'appliquent aussi bien aux syndicats qu'aux partis ; surtout en France où la C. G. T. a le caractère d'une organisation politique, où elle va collaborer officiellement avec le gouvernement.

\* \* \*

Ainsi les élections confirment l'orientation politique que nous avons adoptée : la nécessité de travailler au sein des organisations existantes. Mais comment y travailler, dans quel esprit ?

Le camarade Marceau Pivert répond qu'il faut rester à tout prix dans le Parti socialiste. D'autre part, des camarades du Parti communiste s'abstiennent de tout travail révolutionnaire pour rester à tout prix dans le Parti communiste.

L'organisation est conçue par ces camarades non pas comme un moyen en vue des buts politiques déterminés : la préparation de la révolution socialiste, mais comme un but en soi. C'est un véritable fétichisme d'organisation.

Quelle est la différence entre la conception de Lénine sur le travail dans les organisations de masse réformistes et celle développée par Marceau Pivert ? Lénine affirme que la lutte contre les réformistes doit être impitoyable, qu'il faut la pousser « jusqu'à faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme ». Marceau Pivert, par contre, fait confiance à Léon Blum et considère le P. S. actuel comme le parti révolutionnaire. Or, le caractère d'un parti est déterminé par sa politique réelle, et non pas par les bonnes intentions de ses adhérents.

Il s'agit de savoir dans quel but on reste dans les vieux partis. Pour y accomplir un travail révolutionnaire, c'est-à-dire combattre le réformisme et tous ceux qui le représentent, ou bien pour s'accor-

moder avec eux, collaborer avec eux et leur fournir une couverture « gauche ».

\* \* \*

Oui, dirait Marceau Pivert, mais ces remarques ne s'appliquent pas au Parti socialiste français, où règne une véritable démocratie.

Sans aucun doute, le régime démocratique du Parti socialiste est meilleur que le régime bonapartiste du P. C. Mais cette démocratie est toute relative, et il est dangereux de l'idéaliser comme le fait Marceau Pivert.

Comme le montre l'expérience, cette démocratie est du même caractère que la démocratie bourgeoise. La politique réelle du Parti socialiste est réalisée par son appareil municipal, parlementaire, coopératif qui forme la véritable armature du Parti. Cet appareil — un véritable Etat dans l'Etat — est lié par mille liens à la société bourgeoise. Les militants, dans leurs sections et fédérations, peuvent prendre les décisions les plus révolutionnaires, c'est l'appareil du Parti qui les exécute, et toute décision qui lui déplaît restera lettre morte. Cet appareil, tout comme l'appareil de l'Etat bourgeois, fonctionne dans un sens unique : féroce et expéditif envers la gauche, il est d'une mansuétude et magnanimité débordantes lorsqu'il s'agit des défaits de droite. Il suffit de comparer les attermoissements, les reculs, les faiblesses lors de la lutte contre les néos avec la rigueur et la sévérité envers les trotskistes, pour saisir sur le vif ce mécanisme.

Au moment où la majorité révolutionnaire du Parti se serait dressée contre sa direction, comme c'était le cas en 1920 à Tours, loin de se subordonner, les dirigeants n'hésiteraient pas un instant à violer la légalité du Parti pour se maintenir. Avant que cela ne se produise, ils feront d'ailleurs tout pour briser l'opposition révolutionnaire, ils utiliseront chaque occasion pour la désagréger.

Le seul moyen de combattre efficacement la direction réformiste, c'est de grouper sur une plate-forme révolutionnaire les camarades de la base. Mais pour y arriver, il ne faut avoir aucune illusion quant aux dirigeants réformistes et quant à la démocratie du Parti. Tout en utilisant pour la propagande marxiste la démocratie du Parti socialiste, il ne faut dans aucun cas participer aux comédies d'unanimité, n'accepter aucune solidarité avec la direction et poursuivre inlassablement, sans s'exposer inutilement aux sanctions, le travail révolutionnaire.

\* \* \*

Dans le Parti communiste il est impossible de constituer une tendance se réclamant ouvertement des idées de « Que Faire ? » Nos camarades au sein du P. C. doivent s'inspirer plus particulièrement des indications de Lénine sur le travail dans les syndicats réformistes :

« Les « leaders » de l'opportunisme auront recours à toutes les ressources de la diplomatie bourgeoise, au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux, pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en chasser, pour les y accabler d'ennuis et d'insultes, de tracasseries et de persécutions, pour leur rendre la situation intenable. Il faut savoir résister à tout cela, consentir à tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, user de ruse, adopter des procédés illégaux, se taire parfois, céder parfois la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y accomplir, malgré tout, la tâche communiste. » (Lénine — La maladie infantile du communisme, p. 43.)

Certains camarades ont la tendance de sous-estimer les possibilités du travail au sein du Parti communiste, de rester passifs dans leurs organisations, de ne pas intervenir aux réunions, etc. Or, avec l'élargissement actuel des rangs du P. C., il devient de plus en plus difficile à la direction de surveiller étroitement l'activité de toutes les organisations de base du Parti, surtout en province. Dans ces conditions les marxistes révolutionnaires ont la possibilité d'influencer les organisations de base, parfois même d'en obtenir le contrôle. Nous connaissons des cas où les camarades de « Que Faire ? » ont réussi à former et à orienter le travail de certaines cellules du Parti. Au sein du P. C. il n'est pas, en général, opportun de se proclamer dès le début, adversaire de la ligne politique du Parti. Il est préférable d'aborder la lutte par des problèmes partiels, les plus brûlants, pour amener peu à peu les camarades à la conception d'ensemble.

A moins de renoncer à leurs idées et de capituler devant le réformisme, les révolutionnaires prolétariens s'exposent toujours au danger d'exclusion. Atténuer ou ralentir la lutte contre la politique de la direction du Parti, pour éviter l'exclusion, cela signifierait sacrifier le but : la lutte pour la révolution — au moyen : l'appartenance à un Parti réformiste.

D'ailleurs, même du point de vue de lutte contre le danger d'exclusion, une attitude politique ferme et conséquente s'avère plus efficace qu'une attitude passive, équivoque, escamotant les divergences politiques. Cela n'exclut nullement la ruse et le louvoisement à l'égard de la direction. Ce sont les masses que nous voulons convaincre, et non pas les sommets responsables de la politique néfaste. Par une attitude équivoque et trop manœuvrière on risque d'induire en erreur les camarades de la base, ce qui irait à l'encontre des buts poursuivis.

L'essentiel pour nous, ce n'est pas s'accrocher à une organisation qui a cessé d'être révolutionnaire, c'est d'orienter tout notre travail, au sein et à l'extérieur des vieux partis, vers la conquête des ouvriers communistes et socialistes pour les idées du communisme révolutionnaire.

« QUE FAIRE ? »

## PROBLÈMES ACTUELS

### Une grande illusion : le Ministère BLUM

Courant irrésistible, vague de fond, raz de marée ou autres expressions semblables s'étalent en grosses manchettes dans toute la presse au début de ce mois de mai pour caractériser la victoire électorale du « Front Populaire ».

Une énorme espérance s'empara des masses populaires à l'annonce des résultats électoraux. Enfin, le Front Populaire va s'emparer du pouvoir ! Fini le règne des 200 familles ? Voilà le gouvernement qui va nous donner : la paix, le pain, la liberté !

L'enthousiasme monte et crépite comme une flamme.

#### QUI A LUTTÉ ? QUI A PROFITÉ ?

Les travailleurs antifascistes ont l'impression joyeuse qu'enfin un résultat réel et solide est atteint. Depuis deux ans ils ont prouvé et archi-prouvé par leur action que les réactionnaires étaient minorité dans le pays et que les éléments fascistes n'avaient pas l'appui des larges masses. Avec les élections cette vérité prend la forme d'une statistique.

Mais si les masses surent réagir, il faut bien se rendre compte que successivement, après un temps d'hésitation plus ou moins long, les dirigeants des partis de gauche comprennent eux aussi, et à leur manière, le nouveau rôle que dans ces conditions ils devaient jouer.

Socialistes et communistes d'abord, radicaux et néos ensuite, entreprirent de canaliser la réaction tempétueuse des masses populaires, de l'assagir et de l'orienter vers une issue bien déterminée.

A la période des manifestations de rue violentes et spontanées des ouvriers contre les ligues du premier semestre 1934, succéda la période des énormes mais pieux défilés sous les plis du drapeau tricolore, des serments républicains, puis des pèlerinages patriotiques à l'Arc de Triomphe et à Verdun. Et lorsque néanmoins la pression montait au manomètre du Front Populaire, il se trouvait un Sarraut pour manœuvrer avec à propos la « soupe de sûreté ».

Le flot populaire restait imposant, il grossissait même, mais — et c'est l'aspect caractéristique de son cours — il changeait d'allure et de contenu politique. Ces ouvriers qui dressaient des barricades contre la police gouvernementale lorsqu'elle les empêchait de rosser les fascistes et chez qui grandissait rapidement une conscience de classe aiguë, les dirigeants du Front Populaire les ont au moins momentanément persuadés qu'il convenait de prendre un autre chemin, d'user d'autres moyens, et surtout d'attendre et de leur faire confiance. Votez en masse, mais ensuite restez tranquilles et comptez sur nous.

Un tel langage n'est pas nouveau de la part des bourgeois radicaux ; on pourrait même dire que pour eux il est de tradition. Mais maintenant ce sont les dirigeants des partis socialiste et communiste qui l'emploient.

A cet égard le discours prononcé par Léon Blum au Conseil National du Parti socialiste apparaît comme un modèle du genre et comme voulant marquer une sorte de point final à cette évolution du mouvement populaire

depuis février 1934 et comme pour dire : « Les masses ont rempli leur rôle, à partir de maintenant elles n'ont plus rien d'autre à faire qu'à nous laisser faire. »

Sa première préoccupation, suivant le désir exprimé par Albert Sarraut au nom du grand capital, est de freiner les masses, de rassurer les possédants et de s'engager immédiatement en promesses solennelles à leur endroit en prêchant le calme, l'ordre, le respect de la loi et de la propriété, l'intérêt général du pays, en des termes tels que n'importe quel orateur réactionnaire pourrait les prendre à son compte.

Aussitôt, le bourgeois rétrograde, qui, imbu d'antiques préjugés, continuait encore à prendre Léon Blum pour un révolutionnaire, se rassérène et s'épanouit. Allons ! ce n'était qu'une fausse alerte ! Le téléphone retentit d'ordres financiers optimistes, sous l'impulsion de la haute banque les valeurs montent en bourse et la grande presse balance ses articles louangeurs en l'honneur de Blum comme autant d'encensoirs. Blum ne vient-il pas de promettre d'appliquer l'intervention de l'Etat à tous les centres nerveux économiques et l'accroissement des profits légitimes ? On sait ce que parler veut dire !

En résumé, la vigoureuse poussée d'action directe d'une masse n'ayant confiance qu'en elle-même — inaugurée les 9 et 12 février 1934 — a été transformée en un vaste mais paisible courant national réformiste, plein d'espoir en un gouvernement qui, avant même d'être constitué, multiplie devant le capital les protestations de fidélité !

### QUI DONC EST AU POUVOIR ?

Mais avec l'avènement du ministère Blum *qui donc sera au pouvoir ?*

La première réponse qui vient à l'esprit, c'est que le pouvoir sera désormais entre les mains des ouvriers et des petites gens du Front Populaire par l'intermédiaire du ministère Blum qui s'est engagé à réaliser le programme du Front Populaire.

Il suffit de réfléchir un peu pour voir qu'il n'en sera rien. En France, la bourgeoisie est au pouvoir depuis cent cinquante ans. Elle a forgé un immense appareil d'Etat et c'est par l'intermédiaire de ce gigantesque corps de hauts et moyens fonctionnaires patiemment sélectionnés et formés dans le sens des intérêts de classe du capital pendant des générations qu'elle exerce sa dictature de classe, qu'elle gouverne réellement cependant que règne tel ou tel ministère. Le pouvoir du ministère est conditionné et contrôlé par la classe capitaliste qui continue à détenir l'appareil de production et d'échange et l'appareil d'Etat qui, lui, fait le véritable travail d'administration.

La caractéristique essentielle de cet appareil d'Etat c'est sa nature de classe ainsi que sa structure et son esprit absolument anti-démocratique, mais basé sur le principe hiérarchique. Ses membres sont depuis longtemps mis en place par de hauts protecteurs bourgeois imbus eux-mêmes d'esprit bourgeois. La plupart des fonctions sont de par la loi ou les règlements sacro-saints, protégés de tout bouleversement extérieur. Une série de conditions sont requises pour pouvoir accéder à chaque poste qui limitent extraordinairement le recrutement. L'on est haut fonctionnaire à vie, quasi inamovible, et ces familles de hauts fonctionnaires, ce que l'on a appelé « la noblesse républicaine », manifestent depuis des générations une permanence aussi remarquable que les dynasties de banquiers ou de maîtres de forges, avec lesquelles, d'ailleurs, elles sont liées intimement.

On a cité à maintes reprises, pour illustrer ce fait, l'exemple de l'appareil du Quai d'Orsay, qui constitue peut-être une caste plus fermée que ne l'était la noblesse sous l'ancien régime. Dans son livre « Agadir », Joseph Caillaux raconte comment, ministre des Affaires Etrangères, il fut obligé en fin de compte de donner sa démission parce que systématiquement tous ceux de ses ordres qui ne correspondaient pas à la politique de la haute adminis-

tration du Quai d'Orsay étaient soit non exécutés, soit mal exécutés, soit rendus inopérants.

Or, les autres branches de l'appareil de l'Etat sont exactement du même type que l'appareil du ministère des Affaires étrangères.

Certes, nous savons que Léon Blum déclara dans son discours au Conseil National de la S. F. I. O. « qu'il faudra faire circuler à nouveau l'esprit républicain dans toutes les hautes administrations pour que le corps admirable de fonctionnaires dévoués à ce pays ait au sommet les chefs dignes d'eux ».

Nous pensons que le ministère Blum ne tentera même pas un travail sérieux en vue de réformer l'appareil de l'Etat. Mais quand bien même se livrerait-il de toutes ses forces à une telle réforme, celle-ci est vouée à l'échec tant que la loi républicaine sera respectée parce que la loi républicaine protège son appareil d'Etat comme la prunelle de ses yeux. Or Blum n'a-t-il pas déclaré très nettement dans son discours du 10 mai que celle-ci serait respectée ?

Nulle part dans l'histoire de la bourgeoisie moderne on ne voit de cas où l'appareil d'Etat subisse *sans révolution* une transformation telle qu'il puisse devenir l'instrument efficace contre le capital au profit des masses laborieuses.

Toute tentative de réforme démocratique sérieuse de l'appareil d'Etat susciterait immédiatement une résistance acharnée et la révolte de tout l'appareil. Il serait impossible de la briser sans le déclenchement de la lutte énergique des masses *contre* cet appareil. Or, Léon Blum n'a-t-il pas commencé à répéter sur tous les tons, notamment dans son discours du 10 mai, qu'il évitera à tout prix toute atmosphère de bagarre et de guerre civile, qu'il n'est animé d'aucun sentiment de représaille et qu'il ne veut menacer personne ?

Léon Blum qui fut lui-même un des hauts fonctionnaires du Conseil d'Etat — une des branches les plus pétrifiées et les plus rétrogrades de l'appareil de l'Etat bourgeois — sait très bien à qui il s'adresse et ses interlocuteurs véritables quoique invisibles — les hauts fonctionnaires bourgeois — savent eux aussi très bien que c'est à eux que ce discours s'adresse et ce qu'il signifie. Blum arrive dans leur haute compagnie le rameau d'olivier à la main, il leur promet le *statu quo*, il parle admirablement leur langage et comprend leurs intérêts ; au demeurant n'est-il pas un des leurs ? Comme on l'a vu, leur réponse ne se fait pas attendre. Aux paroles d'amitié ils ont répondu par des paroles d'amitiés. A l'annonce que l'on maintiendrait leur *statu quo* ils ont répondu qu'ils joueraient le « fair play ».

De ce dialogue instructif il ne faut pas tirer la conclusion que le Ministère Blum n'entreprendra aucune transformation dans le corps de la haute administration. Il est au contraire fort possible que quelques réformes y soient introduites. Peut-être même, le cas échéant, pour calmer le mécontentement des masses, quelques mesures symboliques peuvent être prises dans le genre du remplacement de Chiappe par Langeron (on sait d'ailleurs ce que cette mesure pourtant insignifiante en elle-même coûta alors au gouvernement Daladier). Mais si l'on pensait qu'une succession de telles « réformes », que certains camarades considèrent comme le maximum de l'audace, changerait progressivement la nature de l'appareil de l'Etat bourgeois, en changeant les hommes un à un, il conviendrait de répondre comme Rosa Luxembourg répondait à Bernstein :

« L'idée de Fourier consistant à transformer, grâce au système des phalanges, toute l'eau des mers du globe en limonade, était, à coup sûr, une idée très fantastique. Mais l'idée de Bernstein consistant à transformer, en y versant progressivement des bouteilles de limonade social-réformiste, la mer de l'amertume capitaliste en une mer de douceur socialiste, n'est que plus fade, mais non moins fantastique. » (*Réforme ou Révolution ?* p. 36.)

Au meeting de la S. F. I. O. à Wagram, le 15 mai, le président, Paul Rivet, disait que Léon Blum portait dans ses bras les destins de la démo-

cratie française. Le malheur pour la démocratie française c'est que, si j'ose dire, en ce cas les bras de Blum sont des apparences de bras. Le pouvoir politique du ministère Blum n'est qu'une apparence de pouvoir. Le véritable pouvoir politique est entre les mains de la classe bourgeoise, de son appareil d'Etat que seule une révolution peut briser et remplacer par un appareil capable de donner satisfaction aux masses laborieuses.

#### AVANT TOUT :

#### “ UNE POLITIQUE DE CLASSE INDÉPENDANTE ”

Mais ne peut-on pas prendre, tout au moins, avec cet appareil, des mesures qu'il acceptera de réaliser parce qu'elles seraient en somme acceptables par la bourgeoisie ? C'est au fond ce que disent les dirigeants du Front populaire lorsqu'ils soulignent qu'il n'y a rien dans leur programme qui puisse le moins du monde effaroucher le capital.

A cela nous répondons que les masses ne recevront aucun avantage sérieux si elles se bornent à faire confiance au gouvernement au lieu d'exercer sur lui une pression permanente, une lutte de tous les instants. Au contraire, si elles luttent de façon indépendante, pour des objectifs précis, en montrant clairement que si le gouvernement ne prend pas telle ou telle mesure elles sont capables de les prendre elles-mêmes, alors non seulement des réformes peuvent être et seront arrachées, mais en même temps de grands pas seront accomplis dans la voie de la révolution prolétarienne.

Si la classe ouvrière et les masses laborieuses qui lient leur sort au sien, se dressent dans une lutte indépendante et mettent le gouvernement au pied du mur, exigent, par exemple, qu'il prenne des mesures de démocratisation véritable de l'armée — et ces mesures de démocratisation véritable, sous peine de n'être que des amusettes sans aucun effet, ne peuvent aller que dans une direction : l'élection des officiers par le peuple et l'armement général du peuple — alors, la pression révolutionnaire et antimilitariste du prolétariat sera telle qu'elle sera capable de faire reculer la bourgeoisie et son Etat dans ses préparatifs de guerre. Car la peur de la révolution est le seul argument capable de réfréner la politique belliqueuse de l'impérialisme. Ce résultat sera atteint d'autant mieux que les masses prolétariennes civiles et sous les armes procéderont sans attendre à des actions directes orientées vers ces objectifs.

La tâche d'un parti du prolétariat est à la fois une tâche de propagande expliquant la nécessité de ces objectifs dans le cadre de la politique générale révolutionnaire et une tâche d'agitation et d'organisation pratique dans chaque cas concret, de lutte en vue de généraliser, guider, coordonner, les actions concrètes qui se produiraient dans ce domaine.

Pour donner du pain aux travailleurs, pour faire payer les riches et non les pauvres, il est indispensable d'organiser le contrôle des grands trusts et des banques. Sans la réalisation de ces objectifs, toutes les mesures imaginables ne seront que des duperies puisque le grand capital soustrait à tout contrôle réel continuera à mener la politique de ses intérêts égoïstes spoliant les travailleurs, les jetant à son gré sur le pavé, rejetant toutes les charges fiscales sur les masses.

Mais précisément les dirigeants communistes et radicaux du Front populaire ont bien spécifié que tout objectif de contrôle ouvrier devait être rejeté et Blum proclame le 10 mai qu'il ne veut pas tarir les sources de la richesse (entendez : ne pas frapper le capital), ni aggraver la fiscalité (pas d'augmentation de l'impôt sur le revenu). Il « ne veut mettre quiconque à la diète ». Et Daladier (« Œuvre » du 16 mai) confirme : « Le programme du Front populaire ne renferme aucun article susceptible de troubler les intérêts légitimes (entendez capitalistes) de n'importe quel citoyen ». C'est donc en dehors de toute lutte de classe que, paraît-il, doit se réaliser le mot d'ordre : « du pain aux travailleurs ».

Il n'est pas besoin d'être un grand théoricien du marxisme pour savoir que cela est impossible. C'est donc seulement dans la mesure où le prolétariat luttera de façon indépendante contre un tel gouvernement, qu'il pourra l'obliger à prendre des mesures tangibles. A condition toutefois que la classe ouvrière ne se borne pas à exiger, mais qu'elle avance d'elle-même dans l'action directe pour le contrôle ouvrier. La classe ouvrière d'Espagne vient de donner à ce sujet quelques exemples significatifs de la façon de procéder.

De même, dans sa lutte pour la liberté, la masse laborieuse n'aboutirait qu'à un fiasco si elle pensait, par exemple, que la dissolution et le désarmement réels des ligues fascistes peuvent être obtenus par le gouvernement et si dans ce but elle faisait confiance à ce dernier. On a déjà vu par l'exemple de l'Action Française que la loi reste lettre morte. On a vu aussi comment quelques centaines de jeunes bourgeois purent mettre en échec le gouvernement lors de l'affaire Jèze. Dans ce domaine comme dans les autres, on voit que le gouvernement est impuissant devant le problème le plus simple dès qu'il met en cause même de façon indirecte les intérêts ou le prestige de la classe bourgeoise et de son appareil d'Etat. En revanche, si de façon indépendante du gouvernement et, s'il le faut, contre lui, la classe ouvrière développe sa lutte directe et même prend elle-même les mesures nécessaires, alors, mais alors seulement, des résultats réels seront atteints. Dans le cas Jèze, par exemple, l'organisation sérieuse des contre-manifestations ouvrières et de solides piquets ouvriers aidant les étudiants révolutionnaires seraient arrivés par leur seule menace à d'autres résultats que toute la police de M. Langeron; de même dans le cas de la dissolution de l'Action Française si les organisations ouvrières avaient pris des mesures en vue d'occupation éventuelle par les ouvriers des locaux de l'organisation royaliste.

Dans la mesure où la lutte pour ces objectifs contre l'appareil de l'Etat bourgeois sera menée, les masses prolétariennes créeront en même temps, progressivement, dans l'action, leur propre appareil de remplacement : leurs comités d'usines et leur congrès d'ouvriers, d'employés et d'usagers pour le contrôle des trusts, des grandes compagnies et des banques; leur milice populaire; les comités de soldats, l'armement général du peuple, etc.

Ici et nulle part ailleurs se trouve non seulement les seuls moyens réels pour contraindre la bourgeoisie et le gouvernement à accorder les mesures les plus immédiates, mais se trouve aussi le chemin du pouvoir réel pour le prolétariat. C'est la voie réelle, la seule pratique. Tandis que la méthode parlementaire et d'exercice du pouvoir dans les cadres de l'Etat bourgeois, dérivant de l'illusion qu'un gouvernement peut lui-même accomplir des réformes tant soit peu sérieuses parce qu'il (ou les partis « ouvriers » qui le composent) auraient obtenu 51 % des voix, — n'est que duperie pour la classe ouvrière.

#### CONTRE L'ILLUSION RÉFORMISTE ET CONTRE LA PHRASE SECTAIRE

Le parti communiste actuel tourne le dos à la politique de classe indépendante. Son programme (voir *Que Faire ?* n° 16, article de Lenoir « Du marxisme au radicalisme ») est devenu un programme du type radical ou national réformiste. Il est lié au parti socialiste gouvernemental par un pacte qui lui interdit le droit de critique — droit que d'ailleurs il ne pourrait plus désormais exercer en se plaçant d'un point de vue de classe. Il ne critiquera donc pas le gouvernement socialiste d'un point de vue révolutionnaire. Il approuve que le parti socialiste — avec lequel il demande à faire l'unité — constitue son ministère. Il déclare en outre qu'il apportera au gouvernement Blum un soutien loyal, total, sans éclipse; il laisse entendre qu'il votera dans ce but tous les crédits nécessaires. Il se solidarise ainsi avec le gouvernement. Il n'y a aucune différence de principe entre cette position et la position du participationnisme. Son refus actuel de participer

est dicté par de simples considérations d'opportunité et ses dirigeants sont d'ailleurs incapables de donner le moindre argument sérieux pour justifier leur attitude de participationnistes honteux.

Il est impossible à un parti qui se réclame du prolétariat de former un gouvernement dans les conditions de l'Etat bourgeois sans se borner du même coup à gérer tout simplement les affaires de la bourgeoisie et sans tomber par là dans des contradictions insurmontables.

C'est pourquoi plus que jamais sont justes les lignes suivantes par lesquelles Kautsky terminait en 1909 son « Chemin du pouvoir » :

*« C'est exiger (du parti socialiste) son abdication morale que de vouloir qu'il s'allie avec les partis bourgeois lorsque ceux-ci viennent de se prostituer et de se compromettre de la façon la plus vile ; c'est vouloir qu'il poursuive de concert avec eux l'œuvre de prostitution. »*

*« Des amis bien intentionnés craignent que le parti socialiste n'arrive prématurément au pouvoir par une révolution. Or, il n'y a pour notre parti qu'un moyen d'arriver prématurément au pouvoir : c'est d'obtenir un semblant de pouvoir avant la révolution, c'est-à-dire avant que le prolétariat ait conquis le pouvoir politique. Pour l'instant, le parti socialiste ne peut participer au pouvoir qu'en vendant sa force politique à un gouvernement bourgeois. Le prolétariat en tant que classe n'y pourrait rien gagner ; seuls les parlementaires qui concluraient le marché pourraient y gagner quelque chose. »*

Le changement de situation depuis 1909 qui est énorme, a joué précisément dans le sens de rendre la participation ministérielle plus absurde et plus néfaste encore qu'alors. Ce changement de situation est caractérisé, avant tout, par la décadence et la pourriture de la démocratie bourgeoise qui se manifeste, entre autres, en France, par le discrédit du parti radical, et par le danger fasciste qui grandit justement dans la mesure où la décadence et la pourriture de la démocratie bourgeoise s'élargit et englobe les partis qui se réclament du prolétariat.

Mais faudrait-il croire que le remplacement du gouvernement Laval par celui de Sarraut et ensuite par celui de Blum n'a aucune importance pour le prolétariat ? Faudrait-il, comme le P. C. faisait avant 1934, mettre sur le même pied les réactionnaires, les radicaux, les socialistes, selon la célèbre formule « on ne choisit pas entre la peste et le choléra » ?

Non, cette attitude sectaire et stérile ne doit pas être celle du prolétariat. Le gouvernement Blum, ce n'est pas la même chose que le gouvernement Laval. Non pas parce qu'à sa tête se trouve un membre de la S.F.I.O., que le parti socialiste y détient la majorité des portefeuilles. C'est un pur accident électoral et parlementaire si le parti socialiste détient à la Chambre plus de mandats que le parti radical. Comme Blum l'a reconnu lui-même, les socialistes auraient participé au gouvernement radical, si les élections avaient été plus favorables aux radicaux. A ce point de vue, le gouvernement Blum-Daladier ne se distingue pas, quant à son contenu social, du gouvernement éventuel Daladier-Blum. Ce n'est pas le socialisme qui arrive au pouvoir — constate Paul Faure (« Popu » du 19 mai). Nous sommes en présence du gouvernement du Cartel élargi.

Mais le fait que la bourgeoisie a été obligée d'avoir recours à un gouvernement de ce genre, témoigne de la force mais aussi de la maturité insuffisante du prolétariat. De sa force, car aujourd'hui il est impossible de gouverner en France contre les ouvriers organisés auxquels se rallient les masses petites-bourgeoises. De la maturité insuffisante, car la classe ouvrière qui, après avoir au printemps 1934 repoussé l'attaque des ligues, se laisse aujourd'hui diriger par les politiciens petits-bourgeois qui sont à la tête du Front populaire.

La bourgeoisie attend du gouvernement Blum qu'il continue à enrayer le mouvement des masses, à le « canaliser » vers la légalité républicaine, à intégrer les organisations ouvrières dans l'appareil de l'Etat bourgeois. Mais pour les ouvriers, le gouvernement Blum, c'est le gouvernement de

leurs partis, c'est un gouvernement à eux duquel ils attendent la réalisation du programme prolétarien.

Cette contradiction fondamentale va déterminer toute la politique du pays dans la période à venir. Le gouvernement Blum essaiera de s'appuyer en même temps sur l'appareil d'Etat et sur les organisations ouvrières. Or, les organisations ouvrières doivent tenir compte des aspirations ouvrières, à moins de risquer la perte de leur influence. Ainsi le gouvernement Blum, à peine toléré par la bureaucratie de l'Etat, méprisé par elle, se trouvera sous une pression renforcée des ouvriers.

## LE PROLÉTARIAT ET LE GOUVERNEMENT BLUM

Cela ouvre au prolétariat de vastes perspectives. Par son action révolutionnaire indépendante il peut arracher des réformes importantes à ce gouvernement, réformes facilitant la lutte pour la révolution. En même temps, l'expérience de ce gouvernement, prisonnier de la bourgeoisie, permettra aux ouvriers de se libérer des illusions démocratiques, leur montrera que l'obstacle véritable à leur libération, ce n'est pas une majorité parlementaire hostile, mais le régime capitaliste et l'Etat bourgeois, son gardien suprême.

On peut dire de la situation actuelle, en reprenant la sentence de Marx sur la révolution de 1848 en France, que le progrès pour le prolétariat ne consiste pas tant à faire telle ou telle autre conquête positive, mais à s'affranchir des illusions nuisibles. Il faut que les ouvriers fassent l'expérience d'un gouvernement à majorité socialiste.

Mais cela ne signifie nullement que les révolutionnaires prolétariens doivent abandonner leur plateforme marxiste, entretenir les illusions réformistes et légalistes, et soutenir le gouvernement Blum, sous prétexte que telle est la volonté du peuple. Avec des arguments pareils on peut justifier tous les reniements, toutes les trahisons.

Une chose est de reconnaître que la majorité écrasante des travailleurs veut le gouvernement du Front populaire et de le « soutenir » d'une façon révolutionnaire par une lutte énergique contre la réaction et les fascistes.

Autre chose, est de suivre aveuglément le courant, flatter les préjugés, renoncer à l'action indépendante, à la lutte des classes, voter pour le gouvernement — au Conseil national socialiste ou à la Chambre — en abandonnant le devoir de propagande dans les masses en faveur des solutions révolutionnaires, les seules efficaces, les seules réelles. Le gouvernement Blum vaut mieux que le gouvernement Laval ou Sarraut à condition que les ouvriers révolutionnaires ne se fassent pas d'illusions sur ses vertus et n'abandonnent pas le terrain solide de la lutte de classe intransigeante.

Pour faire avaler par les ouvriers avancés sa politique de « soutien loyal sans éclipses et sans réserves » du gouvernement de gauche, la direction du P. C. met au centre la question des « Comités du Front populaire » à la base, ayant pour but de veiller à la réalisation du programme du Rassemblement populaire.

Le parti prolétarien ne peut s'opposer à aucune forme d'organisation que les masses créent pour mieux orienter leur lutte en vue des objectifs déterminés. Ces organisations d'un type nouveau surgissent, en général, au moment où les organisations traditionnelles s'avèrent incapables d'encadrer le mouvement ou sont insuffisantes. C'est ainsi qu'ont surgi les soviets en Russie en 1905 et 1917, en Allemagne, Pologne, Hongrie, Autriche en 1918-19, les Alliances ouvrières en Espagne en 1934, les Comités de Vigilance en France au printemps 1934, etc. On ne sait pas qui a lancé le premier l'idée de ces organisations, comme l'on ne sait qui a « inventé » les syndicats, la Commune de Paris et d'autres organisations démocratiques du prolétariat. Le devoir des ouvriers avancés est d'étudier attentivement toutes ces formes d'organisation, et loin de vouloir imposer une forme rigide au mouvement des masses — tâche utopique — il convient d'apprendre

chez les masses, de se mettre à leur école, seule méthode efficace pour généraliser leur expérience et aider à leur organisation.

La volonté d'imposer aux masses une forme artificielle d'organisation — rappelons-nous les efforts incessants de l'I. C. en 1928-34 en faveur des comités d'action, comités du front unique à la base, etc. — ne peut aboutir qu'à un échec ou à la constitution des organisations squelettiques bureaucratiques. On en rencontre des dizaines dues à l'initiative du P. C. (ligue antiimpérialiste, Secours ouvrier, de nombreux Comités contre la terreur dans divers pays, Comité d'amis de l'Espagne, de la Chine, etc., etc.), qui ne sont jamais devenus des organisations de masses.

Depuis février 1934 les trotskistes et la gauche socialiste ont préconisé, à multiples reprises, la constitution de communes, comités de salut public, comités d'action révolutionnaire, garde populaire, etc., sans que cela trouve le moindre écho dans les masses. Le P. C. préconise « les comités du front populaire à la base » depuis bientôt un an, et, malgré son influence grandissante, c'est un des points de son « programme » qui est resté jusqu'à présent sur le papier.

Les masses sentent confusément que, pour pouvoir contrôler le gouvernement, il faut disposer d'un pouvoir réel; sans quoi le contrôle est une simple formalité, une tromperie. Or, les comités du Front populaire projetés seront dépourvus de tout pouvoir et vu leur composition hétérogène — des catholiques de gauche aux communistes — incapables d'amorcer la lutte pour le pouvoir. Pour le moment, les masses font confiance aux chefs du Rassemblement populaire et à leurs anciennes organisations, partis et syndicats. Elles n'éprouvent pas de besoin des organisations du type nouveau.

La situation peut, naturellement, changer, mais cela ne dépend pas des ordres des dirigeants du P. C. Tout en suivant attentivement le développement du mouvement des masses, tout en étudiant chaque expérience nouvelle d'organisation, les révolutionnaires prolétariens doivent, selon nous, poursuivre leur travail au sein des organisations de masses existantes en vue de regrouper les éléments prolétariens sur une plate-forme prolétarienne nette, en vue de conquérir des éléments petits-bourgeois pour cette plate-forme. Toutes les questions d'organisations doivent être subordonnées à cette tâche.

L'avènement du gouvernement Blum ouvre une nouvelle étape dans la crise politique inaugurée par les événements de février 1934. Le rapport des forces est favorable au prolétariat, les masses petites-bourgeoises attendent de lui, de ses organisations, les remèdes à la crise, à la misère. Si ces espoirs étaient déçus, si les ouvriers ne réussissaient pas à utiliser la situation actuelle pour s'organiser en vue des luttes révolutionnaires prochaines, en vue de luttes pour le pouvoir réel, alors — mais alors seulement — le rapport des forces pourrait changer en faveur du fascisme. L'avenir du pays dépend des ouvriers, de leur clairvoyance, de leur volonté de vaincre, de leur esprit de décision, de leur maturité, de leur faculté de se libérer de l'emprise pernicieuse du réformisme. Malgré et contre toutes les embûches, c'est à cette tâche — libérer les ouvriers de l'emprise réformiste — que les révolutionnaires prolétariens doivent consacrer tous leurs efforts. C'est la tâche la plus importante, la plus réaliste, la plus urgente.

Marcel BRÉVAL.

### LE ROLE DU GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Le gouvernement et le Parti radical trouveront, eux aussi, une limite prochaine à leurs réformes dans les intérêts fondamentaux de la classe qu'ils représentent. Ils seront obligés de s'arrêter, et leur action gouvernementale devenant ainsi réactionnaire, ils réagiront contre les revendications qu'ils avaient acceptées avant d'arriver au pouvoir. (Edouard Vaillant, 18 juin 1906.)

## OU VA LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE ?

La gauche révolutionnaire de la S. F. I. O., dirigée par Marceau Pivert, constitue dans le mouvement ouvrier français le groupement le plus vaste s'opposant à la politique officielle des deux grands partis ouvriers. Cette situation implique des responsabilités particulières; les ouvriers socialistes ou communistes ayant perdu la confiance dans les dirigeants officiels du Front populaire ont le droit d'exiger des responsables de la Gauche Révolutionnaire des indications précises, des réponses nettes au sujet de la voie à suivre dans la direction de la révolution socialiste.

Or, la récente évolution des conceptions de la Gauche Révolutionnaire oblige tous ceux qui suivent avec sympathie ce mouvement, qui le soutiennent — nous comptons de nombreux amis au sein de la G. R. — de jeter un véritable cri d'alarme. Sous l'influence de la victoire électorale et de l'avènement du gouvernement Blum, ces camarades semblent s'engager dans une voie pernicieuse qui ne peut mener qu'à la capitulation devant le réformisme.

### LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE ET LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Voyons comment la Gauche Révolutionnaire posait, avant son dernier « tournant », le problème du pouvoir et du Front populaire. Malgré le caractère exagéré et simpliste de certaines formules, malgré un certain « radicalisme verbal », sa position était une position révolutionnaire.

Le 31 mai 1935, il y a un an, Marceau Pivert écrivait dans le « Populaire » :

« La pire illusion n'est-elle pas celle qui consiste à croire que le pouvoir va nous être confié, soudainement, par nos ennemis de classe, sans aucune intervention de l'action directe des masses ? La pire illusion, que de cruelles expériences auraient dû, pourtant, dissiper à jamais, n'est-elle pas de confondre le « gouvernail » avec un portefeuille ministériel ? »

A moins de confondre l'action directe des masses avec le dépôt du bulletin de vote, nous sommes aujourd'hui en présence d'une situation prévue par Pivert et devant laquelle il mettait en garde les ouvriers.

Dans le même article, Pivert oppose sa ligne à celle de la majorité du Parti :

« Nous supplions le Parti, alors qu'il est encore temps, et toutes les forces antifascistes par surcroît, de ne compter que sur l'effort autonome de la classe ouvrière pour régler son compte au fascisme dans notre pays en conquérant le pouvoir. »

La conquête révolutionnaire du pouvoir est ici opposée à l'exercice du pouvoir à la Blum, « la pire illusion ».

Pendant des mois, Marceau Pivert, d'accord avec les trotskistes, sonne l'alarme pour la lutte contre le fascisme par l'action directe des masses, préconise inlassablement l'organisation de l'auto-défense, l'armement du prolétariat.

Il écrit dans le « Populaire » du 25 octobre 1935 :

« Personne n'oseraît écrire aujourd'hui que « le fascisme est en déclin » ou qu'il est « vaincu » parce que le Front populaire a réuni de grands rassemblements de masse. »

Les grands rassemblements de masse ne suffisent pas pour lutter contre les ligues, c'est juste encore aujourd'hui.

Un mois plus tard Marceau Pivert accentue encore sa position :

« Qu'on se le dise : si le colonel de La Rocque n'est pas arrêté dans la huitaine, la « défense de la République » n'aura plus aucun sens en dehors



*de l'action directe des masses antifascistes débordant et propulsant, une fois de plus, leurs états-majors timorés.* »

Il rejette toute « défense républicaine » limitant son « action » à des meetings ou à des vœux. Il affirme, au contraire, « ne mettre aucune limite à l'intervention de la violence prolétarienne pour maîtriser la violence fasciste » et conclut :

« C'est-à-dire que nous voulons défendre la République en portant le prolétariat au pouvoir.

« Car « la République » est dès maintenant condamnée si nous ne sommes pas capables de faire la Révolution. »

Le 30 décembre, le camarade Pivert continue à exalter l'action directe ; il écrit : « La décision ne dépend pas des artifices ou des supplications, elle dépend de la force. »

« Il est faux de prétendre que les mots d'ordre révolutionnaire nous éloignent des masses. Au contraire ! », écrit-il le 7 décembre.

Le 26 février 1936 Marceau Pivert écrit sur « la lumière d'Espagne », où il glorifie :

« Ces travailleurs qui devançant la loi, qui ne comptent que sur eux, qui commencent par dissoudre eux-mêmes les ligues fascistes et par réduire en cendres les mobiliers des permanences d'assassins fascistes. »

Il félicite chaleureusement :

« Nos frères espagnols de leur parfaite intuition quant au choix des méthodes : « Amnistiez, et sans délai... sinon les prisons flambent. Rétablissez nos libertés municipales, sinon nous occupons nous-mêmes nos mairies. Rouvrez nos Maisons du Peuple, sinon nous les occupons de force... » Langage viril, langage de force, « accoucheuse des sociétés ». »

Si nous parcourons maintenant la collection du bulletin de la « Gauche Révolutionnaire » (dont le premier numéro a paru le 25 octobre 1935), nous y retrouvons la même ligne politique. La plate-forme de la Gauche dénonce les illusions électorales et préconise l'action directe des masses. Elle rejette la défense de la démocratie bourgeoise périmée, appelle les masses à constituer, « à côté du pouvoir officiel de la bourgeoisie, les éléments du pouvoir populaire ».

La même idée est développée dans le n° 4 :

« La lutte contre la crise exige des mesures révolutionnaires. Qui essaie de s'évader de cette nécessité, la logique implacablement l'y ramène. »

On y préconise en même temps la nécessité de chasser du Front populaire « quiconque n'a pas voté contre Laval ». »

Dans le n° 5-6, Marceau Pivert pose nettement la question de l'attitude à prendre envers le gouvernement Sarraut :

« Entre la confiance exclusive dans le gouvernement et l'action autonome de classe, aucun compromis n'est possible. Il faut choisir. »

Cela conserve encore aujourd'hui toute sa valeur !

Dans le même numéro, le camarade Modiano soumet à une critique sévère la politique du Front populaire. Quant aux perspectives, il les définit comme suit :

« Où allons-nous ? Sans doute à un succès électoral. Sans doute aussi à un succès gouvernemental : la substitution d'un gouvernement Mercier à un gouvernement de Wendel. Dans ce cas, les masses qui ont besoin d'un changement profond de situation s'apercevront que le capitalisme « de gauche » est de même nature que le capitalisme de droite. »

Le camarade Hérard définit à l'avance l'attitude envers le gouvernement du Front populaire :

« Le Front populaire groupant à la fois le prolétariat et la bourgeoisie « de gauche », deux hypothèses seulement étaient possibles : ou l'alignement sur la bourgeoisie ou l'entraînement d'une partie de celle-ci par le prolétariat.

« ...Il est dans la logique même des faits que nous participions au gouvernement sur un programme dont l'inefficacité est visible dès aujourd'hui.

« Là encore, nous sommes devant un fait accompli et nous ne pouvons que dégager notre responsabilité. Il ne nous reste qu'à mettre en garde contre une réédition aggravée de l'expérience cartelliste. »

Dans le bulletin n° 7 (mars-avril), Marceau Pivert est encore fidèle à cette ligne :

« Nous préférons un échec électoral qui laisse la classe ouvrière alertée, combattive, ardente pour la lutte sociale, à un succès électoral qui la laisse chloroformée, nourrie d'illusions, et livrée à toutes les déceptions des lendemains parlementaires. »

La ligne de la Gauche Révolutionnaire peut être résumée ainsi : la tâche centrale est la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat qui ne peut se confondre avec celle des portefeuilles ministériels. Pour combattre le fascisme et la crise il faut l'action directe des masses ne se limitant pas à la défense de la démocratie bourgeoise périmée, mais tendant vers la constitution des organes du pouvoir populaire, à côté du pouvoir bourgeois. Pas de confiance dans le gouvernement de gauche. On met en garde contre « l'enthousiasme factice ». (« Popu » du 7 avril.)

### VERS LE MINISTÉRIALISME

Vient la victoire électorale, et tout est oublié.

On cesse le langage de lutte de classes, on ne lutte plus contre les illusions électorales et démocratiques. On est enchanté de la victoire électorale, grisé par elle. Le fait que les masses ont voté d'une façon disciplinée « pour le candidat du Front populaire quel qu'il soit » (même un radical félon) est qualifié d'indice de leur maturité, de preuve que « des masses importantes de la petite bourgeoisie sont enfin venues sur les positions du prolétariat. » (Bulletin du 10 mai.) Ainsi les critiques d'hier de Modiano, de Hérard, leur démonstration que le programme du Front populaire est un programme petit-bourgeois, que sous sa forme actuelle le Front populaire est dominé par la bourgeoisie, tout cela n'était-ce que des phrases ? Ou la victoire électorale a-t-elle effacé tout sens critique, tous les principes chez les camarades de la Gauche Révolutionnaire ?

Marceau Pivert oublie ses déclarations que la conquête des maroquins ministériels et la conquête du gouvernement, ce sont deux choses différentes. Le fait que le Parti Socialiste a plus de mandats que le Parti Radical est apprécié par lui comme une véritable révolution. Et le moteur de cette révolution, ce n'est pas l'organisation du prolétariat, sa conscience de classe, son action réfléchie et conforme au but poursuivi, non c'est « l'enthousiasme, le dynamisme » des masses, trompées par les illusions démocratiques, par les formules ronflantes du Front populaire.

On ne parle plus de l'organisation autonome du prolétariat, de l'auto-défense des masses, de l'action directe. La nouvelle tâche, c'est la création « d'une nouvelle mystique » pour ne pas laisser refroidir l'enthousiasme des masses. « Il faut nourrir, entretenir » cet enthousiasme.

La Gauche Révolutionnaire exige donc « des manifestations incessantes, qui maintiendront et développeront l'atmosphère révolutionnaire, qui accentueront le caractère prolétarien et absolument nouveau du gouvernement ».

L'enthousiasme doit être entretenu par une série d'initiatives quotidiennes : la C. A. P. doit siéger en permanence, de même que la Chambre. Les masses doivent se considérer comme mobilisées en permanence.

« Le Parti Socialiste, qui conduit les travailleurs à l'édification d'un monde nouveau, doit s'évader des vieilles routines et frapper l'imagination des foules par l'audace tranquille et la logique impitoyable de ses solutions. »

Il faut du neuf. « Il faut une cassure. Nous répudions tout ce qui a été fait avant nous, au dedans et au dehors. Nous faisons du neuf. Nous voulons des hommes neufs. » Ce neuf consistera dans une série d'actes

symboliques : une femme-ministre, interdiction de quitter la France aux gros capitalistes (pour le moment ils n'en manifestent aucune envie), la réunion de tous les élus du Front populaire à Versailles, et pour couronner tout, « des manifestations auraient été organisées partout (à Paris, entre la Bastille et la Concorde, défilé monstre) à l'occasion de la victoire du Front populaire, coïncidant avec la fête de Jeanne d'Arc, fille du peuple trahie par son roi et brûlée par les prêtres ».

A la C. A. P. le 6 mai, au Conseil National le 10 mai, Marceau Pivert vote la confiance à Blum et à Paul Faure pour constituer le nouveau « gouvernement Mercier » et contribue, après le discours de Blum, à conserver l'unanimité socialiste.

On croit rêver. Les actes symboliques peuvent être de deux sortes : ceux qui expriment un changement *réel* et ceux qui ont pour but de le *remplacer*. De même l'enthousiasme et le dynamisme peuvent naître de la conscience de sa force, de l'importance des objectifs atteints, de la valeur des changements effectués. Il peut, hélas, aussi être une duperie, quand le peuple prend des vessies pour des lanternes, et accepte pour de la monnaie sonnante des pièces fausses et sans valeur.

Quand la Commune de Paris a renversé la colonne Vendôme, c'était un acte symbolique *exprimant* l'abolition *réelle* du militarisme bourgeois. Les ouvriers russes ont hissé des drapeaux rouges sur des édifices publics, ont renversé les monuments du passé, ont rebaptisé les villes, etc., après avoir renversé dans le *réel* le tsarisme et la bourgeoisie.

Les actes symboliques préconisés par Marceau Pivert, que doivent-ils exprimer ? Sommes-nous en France au lendemain d'une révolution socialiste ? L'appareil de l'Etat bourgeois est-il brisé ? L'armée permanente abolie ? Les « deux cents familles » expropriées ?

Rien de tout cela. Le bulletin de vote a parlé, et nos ennemis appellent les dirigeants du Front populaire à exercer le pouvoir dans le cadre des institutions bourgeoises, dans le cadre de la constitution bourgeoise, de gérer les affaires de la bourgeoisie, comme vous l'avez prévu il y a quelques semaines. Cet enthousiasme, comme l'expérience le montre, n'est-il pas factice, désarmant, dangereux ? Car les « masses dynamisées », pleines de confiance dans le Front populaire, abandonnent leur action autonome, comme Pivert l'a bien expliqué, il y a à peine deux mois.

### LE NOUVEAU PROGRAMME DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

Ce « symbolisme subit », cette chasse à la mystique ne couvre-t-elle pas tout simplement l'abandon du *programme révolutionnaire* ? Car ce programme a disparu dans la motion de la Gauche Révolutionnaire pour le Congrès. Comme programme du nouveau gouvernement Pivert trace un « nouveau plan ». Il faut « en trois jours chasser les complices du fascisme dans la haute administration ; en trois semaines, dégager toutes les victimes de la crise de l'étreinte qui les étouffe ; en trois mois, exécuter tout le programme Front populaire ; en trois ans, assurer une telle reprise de l'activité économique, une telle élévation du niveau d'existence des travailleurs que l'immense majorité de la nation soit définitivement acquise au socialisme.

« Cela est possible. » (« Populaire » du 12 mai 1936.)

Pas un mot sur le chemin à suivre pour « dégager en trois semaines toutes les victimes de la crise de l'étreinte qui les étouffe ». Qu'est-ce que cela signifie ? La voie préconisée par Blum — pas de tumulte et de trouble, vive la confiance — est-ce, selon Pivert, la voie juste ? S'agit-il d'une voie révolutionnaire : déclenchement de la lutte de classes, réalisation du contrôle ouvrier, suppression des autorités nommées par le pouvoir central ? Alors comment pourrait-on en trois semaines remédier à la crise ?

Quant au « plan de trois ans », cela a l'air d'une simple promesse électorale en vue des élections de 1940.

Hélas, ce qui est beaucoup plus réel, c'est qu'en « trois semaines » Pivert est devenu ministérieliste.

Dans son plan Marceau Pivert ne dit rien de la politique extérieure. Or, la lutte contre la guerre était la cause première de la constitution de la Gauche Révolutionnaire, de la séparation de Marceau Pivert d'avec Zyromski. La politique extérieure du futur gouvernement est, peut-être, le seul point où Blum était relativement précis : il va poursuivre la politique de « l'assistance efficace », dans les cadres de la S. D. N. En bon français cela signifie : les alliances en vue de la guerre contre quiconque oserait violer le *statu quo*. Les déclarations précédentes de Blum ne laissent aucun doute à ce sujet.

Pivert a voté *pour* ce programme, malgré toutes ses déclarations précédentes sur le « défaitisme révolutionnaire universel », sur l'hostilité à « toutes les guerres ». Il est vrai, il annonce en passant sa volonté de poursuivre les discussions sur la lutte contre la guerre « au sein de la classe ouvrière ». Oui, mais il ne s'agit pas de vanter les beautés de la démocratie ouvrière au moment où l'on se montre incapable de résister à l'emprise de la majorité, où l'on n'a pas la force même d'exprimer par un vote ses idées.

### LE CHEMIN A SUIVRE

Le rôle d'une fraction révolutionnaire est de lutter *au sein* du parti pour ses idées, et non pas de se prêter aux comédies de l'unanimité au nom de je ne sais quels calculs obscurs ou considérations opportunistes. La tactique de la Gauche Révolutionnaire en face du nouveau gouvernement a été tracée à l'avance en février par le camarade Hérard (voir plus haut) : dégager sa responsabilité, et non pas aider à duper les masses par des gestes symboliques, par une nouvelle mystique, par une phraséologie qui ne peut que décomposer la conscience de classe des ouvriers.

L'attitude « nouvelle » de la Gauche Révolutionnaire ne fait que révéler les défauts qu'on a pu constater déjà dans la première période de son activité : l'amour des formules intransigeantes, selon les apparences, mais au fond couvrant une grande confusion ; des menaces verbales (l'heure de l'action directe a sonné, si La Rocque n'est pas arrêté dans une huitaine ; face aux ligues on proclame l'alerte n° 1, n° 2, etc. ; pas un instant à perdre), non suivies des actes ; une analyse superficielle, impressionniste de la réalité : l'exagération du danger fasciste, la sous-estimation des forces de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, de l'emprise réformiste dans le mouvement ouvrier, etc. Tout cela, lié à la volonté de « s'accrocher à tout prix » au Parti socialiste, de ne pas rompre avec les traditions confusionnistes de l'ancienne gauche socialiste, freinait la cristallisation du nouveau courant autour d'un programme marxiste conséquent, affaiblissait la critique juste et pertinente de la politique officielle des partis ouvriers.

La victoire électorale a montré le peu de consistance de cette position. L'absence d'une plate-forme marxiste précise et la peur d'être coupé du courant populaire a poussé Marceau Pivert dans les bras de Blum. Au moment où le devoir des révolutionnaires prolétariens est précisément de ramener *contre le courant*, en acceptant le risque de rester pour une certaine période un groupe relativement peu nombreux, le camarade Pivert sacrifie tout son bagage révolutionnaire, toute son intransigeance, hélas ! seulement verbale, pour s'intégrer dans le camp de la démocratie petite-bourgeoise et fournir des conseils techniques à Blum sur la meilleure façon d'entraîner les masses derrière la politique radicale.

Nous ne doutons pas que de nombreux camarades de la Gauche Révolutionnaire n'entendent pas suivre la voie dans laquelle les engage le récent « tournant », et qu'ils essaieront de redresser leur organisation. La condition du travail solide et efficace, c'est d'en finir avec l'impressionnisme, avec l'impatience stérile, avec l'agitation fébrile qui est à l'opposé du travail révolutionnaire sérieux. Il faut élaborer un programme marxiste qui cor-

respond aux conditions actuelles, programme basé sur l'analyse sérieuse de la réalité et non pas sur les clichés passe-partout ou sur des formules dynamico-mystiques. Il faut s'organiser pour propager ce programme dans les organisations ouvrières, sans perdre la tête au moindre changement de la situation, sans avoir peur de rester une minorité, sans vouloir être à tout prix « constructeur réaliste »... dans le néant.

Aller contre le courant, c'est ce que firent Lénine, Liebknecht, Rosa Luxemburg, Trotski pendant la guerre; c'est la voie de Marx, Engels pendant presque toute leur vie; c'est la voie de Blanqui en 1848, de Guesde après la Commune, des zimmerwaldiens français et autres. En dehors de cela il n'y a que des capitulations honteuses ou le sectarisme stérile.

Nous invitons les camarades de la Gauche Révolutionnaire et des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, qui croient, comme nous, qu'on peut lier l'intransigeance révolutionnaire et la fidélité aux principes avec le travail au sein des organisations ouvrières de masse, de collaborer ensemble à la réalisation de nos buts communs.

Pierre LENOIR.

## Le FRONT POPULAIRE et la « DÉFENSE du FRANC »

*Le discours prononcé par M. Léon Blum a produit à la Bourse un effet apaisant.*

(« Le Temps » du 18 mai 1936.)

L'heure des échéances est arrivée. Et avant même l'accession du Front populaire au gouvernement, dès la période d'approche, se révèle à l'épreuve des faits la signification de certains engagements, de certaines formules du Front populaire. Dans cette courte note nous ne nous pencherons que sur une question : *mesures contre les riches.*

Au programme du Rassemblement populaire figure en bonne place cet engagement dont le P. C. a été le promoteur et le plus acharné propagandiste : *contrôle des sorties des capitaux et répression de leur évasion par les mesures les plus sévères.* Vint la victoire électorale du Front populaire. Aussitôt la fuite de l'or, l'ébranlement des positions du franc au marché financier et la panique boursière (sur les rentes et autres valeurs), déjà commencés avant les scrutins, se sont rapidement aggravés. Elles ont atteint le point culminant la veille du Conseil national du Parti S. F. I. O. Le lendemain il y a eu une accalmie qui s'est consolidée dans les jours suivants.

Pourquoi ? Il n'est que de lire la presse bourgeoise, politique et financière. C'est qu'au Conseil national, Blum a prononcé un discours-programme que toute la presse (même la plus réactionnaire) a couvert d'éloges. Le leit-motiv de ces éloges c'est que Blum n'a pas parlé en « partisan », mais en « homme de gouvernement ». En effet, Léon Blum a proclamé en substance que le futur gouvernement ferait siennes les traditions républicaines et que, plus particulièrement, du point de vue financier, il songeait tout d'abord à la stabilité, à la confiance, au crédit public, au financement de la reprise par l'emprunt à l'épargne. *Il n'y était pas question de « faire payer les riches ».*

Que se serait-il produit si, à la place de ces paroles rassurantes (pour la bourgeoisie) Léon Blum avait développé, je ne dis pas un programme socialisant, mais très modestement et tout simplement le programme du Front populaire; s'il avait affirmé catégoriquement vouloir réaliser avec l'appui du Front populaire les nationalisations promises, la réforme de la Banque de

France, les mesures atteignant les grosses fortunes ? La panique financière aurait redoublé de vigueur et les jours du franc seraient comptés.

Un gouvernement du Front populaire (à le supposer immédiatement constitué) aurait-il pu mettre fin au chantage et au sabotage financier ? L'expérience du Cartel des Gauches de 1924 est très instructive à cet égard. Respectueux, comme le Front populaire de 1936, de la légalité bourgeoise, le Cartel des Gauches a été impuissant à enrayer l'évasion des capitaux et la baisse accélérée du franc.

Pour empêcher l'évasion des capitaux et la panique financière, il aurait fallu contre les « 200 familles » empiéter sur la souveraineté économique du capital : 1) soumettre la bourse à un contrôle draconien; 2) introduire le contrôle des Banques — non par voie bureaucratique légaliste, mais par voie démocratique, autrement dit par le contrôle des ouvriers et des employés; 3) proclamer des mesures allant jusqu'à la confiscation des « biens dissimulés à l'étranger » et la prison contre les grands capitalistes (cette dernière mesure figure d'ailleurs au projet financier du P. C., mais l'« Humanité » s'est bien gardée de la rappeler à Blum. Elle fait « comme les autres » — des louanges à Blum.

Aurait-on ainsi « sauvé le franc » ? C'est bien douteux, mais, un gouvernement révolutionnaire serait le seul à pouvoir fournir des compensations substantielles aux ouvriers et petites gens touchés par la chute du franc. Et cela aux frais des riches !

C'aurait été un point de départ pour engager la lutte active hors des ornières et des illusions légalistes. Parce que des mesures de ce genre ne se conçoivent qu'avec l'appui réel et non seulement électoral du peuple. Mais le Front populaire n'y a jamais préparé les masses qui le suivent — et le P. C. dont s'aurait dû être le rôle, s'en est bien gardé. Dès le départ, les chefs — Blum et Thorez en tête — ont eu peur. Devant le chantage ils ont cédé.

Le franc, pivot et symbole de la stabilité capitaliste, le franc est « sauvé ». « Sauvé » au prix de l'abdication tacite d'une grande partie du programme du Front populaire. Si le mouvement du Front populaire ne sort pas de son « crétinisme parlementaire », il en sera de même dans chaque cas où les volontés réformatrices du Front populaire se heurteront aux intérêts de la bourgeoisie.

P. B.

## PAUL BONCOUR A SA REVANCHE

Le 7 mai 1936, le lendemain du deuxième tour du scrutin, les secrétaires de notre Parti ont trouvé un nouveau moyen de parler aux masses, par la voix de journalistes bourgeois. C'est la première fois que le Parti recourt à cette méthode. On avait l'habitude de traiter avec moins de courtoisie et avec plus de méfiance ces valets de plume dont « l'indépendance » est proverbiale. Mais, les temps sont changés, les hommes aussi; on a donc convoqué tous les journalistes, français et internationaux, même les plus réactionnaires. — Ils sont venus et, ma foi, ils n'ont pas été déçus.

Les camarades Maurice Thorez et Jacques Duclos se sont en effet attachés à les rassurer sur toutes les questions qui pouvaient leur inspirer quelques inquiétudes.

— *La main de Moscou ?* Pas du tout. Ni Moscou, ni Rome, ni Berlin. Politique indépendante « conforme aux intérêts du peuple français. » Sans doute serait-ce trop demander à Duclos de penser à la communauté des intérêts du prolétariat international quand, dans son zèle néo-nationaliste, il n'hésite pas à rejeter également toute influence de l'étranger, qu'elle vienne d'un pays fasciste ou du pays de la révolution d'octobre.

*Destruction de la propriété ?* — « Le Temps » du 8 mai nous dit : « M. Duclos a enfin promis que son parti respecterait la propriété. D'après « l'Humanité » du 11 mai, Duclos aurait déclaré : « En ce qui concerne le respect de la propriété, j'ai indiqué que non seulement dans le cadre du régime actuel, mais dans le cadre du régime qu'ils veulent instaurer, les communistes respectent la propriété des petites gens, du commerçant (tous les commerçants ? !), du paysan (tous les paysans ? !), du rentier (!), du pensionné, etc... C'est clair et net, n'est-ce pas ? ».

Oui, il est tout à fait clair, camarade Duclos, que ces promesses rassurantes n'ont rien de commun avec le programme communiste. Depuis le « Manifeste communiste » « l'abolition de la propriété privée » est inscrite dans notre programme. Sans doute, s'agit-il de la propriété *bourgeoise* — fruit de l'exploitation du travail salarié. Mais comment se fait-il que Duclos a justement oublié de parler de cette propriété. Est-ce un hasard ? — Certes non.

Une autre question permet à Duclos et à Thorez de préciser le point de vue de notre état-major.

*Le prélèvement sur le capital.* — Thorez a dit dans sa déclaration : (« Humanité » du 10 mai) : « Je voudrais, avec votre permission, répéter qu'il ne s'agit nullement d'un programme communiste ou socialiste, il s'agit seulement de prendre un peu du superflu des plus riches pour soulager la misère des plus pauvres et des plus malheureux. Il est connu que c'est une proposition que M. Louis Marin avait formulée à la Chambre des députés le 16 avril 1920. »

Vous voyez, mes chers journalistes, nous ne sommes pas méchants; loin de nous l'idée d'exproprier ceux qui vous payent et vous priver ainsi de vos enveloppes; nous quémandons seulement que les plus riches d'entre vos maîtres consentent à un peu de « justice sociale ».

Aujourd'hui les chefs communistes ont toujours peur de ne pas être assez modérés, même en se réclamant de Marin. Jusqu'à présent, le prélèvement sur le capital devait frapper les fortunes à partir de 500.000 francs. Mais il apparaît qu'il y a en France beaucoup de commerçants ou de paysans qui tout en possédant une fortune d'un demi-million « ne seraient pas en état de supporter des charges nouvelles, au contraire », dit Duclos et il ajoute :

« C'est pourquoi il est vraisemblable que dans nos propositions législatives, nous demanderons que le prélèvement soit effectué sur les fortunes au-dessus d'un million. »

Que diront les chômeurs, que diront les ouvriers qui gagnent 4 francs de l'heure de ce souci des communistes de sauvegarder les intérêts de ceux dont les fortunes n'atteignent qu'un seul petit million ?

Toutes les questions discutées au cours de cette réception des représentants de la presse seraient à relever, pour montrer dans quelle mesure la direction de notre Parti s'éloigne de plus en plus des positions communistes.

Mais, la plus importante, celle qui aura incontestablement une importance historique, c'est la déclaration sur le vote des crédits militaires.

Duclos a déclaré :

« Jusqu'ici le vote de ces crédits aurait indiscutablement signifié le soutien des buts impérialistes. Nous ne savons pas si demain la situation ne se présentera pas d'une manière telle que le vote des crédits militaires pourra avoir une autre signification... En tout état de cause, soucieux que nous sommes d'assurer la liberté et l'indépendance de notre pays, nous ne saurions, nous qui combattons les hitlériens de l'intérieur, nous désintéresser des menaces que les hitlériens de l'extérieur font peser sur notre pays. »

Et Maurice Thorez a apporté la précision suivante :

« Le vote du budget, dans les conditions d'une collaboration, même sans le partage des portefeuilles, avec les autres partis, est une question politique qui ne peut être résolue que dans le cadre de la politique générale intérieure et extérieure de la France; si les modifications précisées par nous intervenaient, les communistes pourraient être amenés à voter le budget. »

Après la fameuse déclaration de Staline à Laval, le P. C. F. abandonne ouvertement la plateforme de l'anti-militarisme prolétarien, que Lénine, que Liebknecht, que tous les communistes ont toujours défendu, souvent au prix de leur vie.

On cherche encore à couvrir cet abandon par le prétexte d'une situation changée. Mais, quels que soient ces changements, le régime capitaliste ne subsiste-t-il pas en France? La bourgeoisie n'y continue-t-elle pas d'exercer sa domination par l'exploitation des travailleurs, et dans ce cas, comment peut se poser pour le communiste la question du vote des crédits militaires ?

Nous ne saurions mieux condamner les déclarations de Duclos et Thorez qu'en citant ce qu'a écrit dans l'Internationale communiste du mois de février le camarade Gottwald, un des secrétaires de l'I. C., à propos du parti tchécoslovaque :

« De toute évidence, les camarades ont oublié l'une des questions principales, notamment le caractère de classe de l'armée. Ils ont oublié que c'est la classe au pouvoir qui décide du caractère de classe de l'armée; que l'armée *bourgeoise* reste une armée d'oppression entre les mains de la bourgeoisie, même lorsque le pouvoir est détenu par un gouvernement bourgeois non fasciste, comprenant même des socialistes et que, pour cette raison, le prolétariat ne peut pas approuver le vote des ressources et d'armement à une telle armée et à un tel gouvernement, à moins de trahir ses propres intérêts de classe. » (P. 152.)

Ce que dit ici Gottwald, c'est une condamnation formelle et catégorique de la politique actuelle de notre parti, politique qui a obtenu un succès d'estime auprès de la bourgeoisie française et qui, malgré un vieux fond de méfiance et de crainte, a permis au P. C. F. de devenir un parti « national » avant de devenir un parti gouvernemental.

En tout cas, le Temps est rassuré, tandis que l'Œuvre exulte : « l'enfant terrible n'est pas si terrible que ça ».

Du moins quant à la politique extérieure, tout est prêt pour l'Union sacrée. N'est-ce pas Duclos qui a dit, d'après le Temps du 8 mai, qu'en face de Hitler « nous ferons tout pour garantir la sécurité de la France ». Cette phrase ne figure pas dans le compte rendu de l'Humanité, mais elle n'a pas été démentie. Nous nous croyons donc autorisés de la considérer comme exacte d'autant plus qu'elle ne fait qu'exprimer avec plus de franchise la politique socialo-patriote du P. C. F.

Enfin pour couronner cette glorieuse évolution de la guerre civile à la guerre impérialiste, citons cette déclaration de Paul-Boncour, le protagoniste de « la défense nationale intégrale — du berceau à la tombe » tant décriée par le P. C. en 1927.

« J'éprouvais un grand soulagement, en lisant ce matin les déclarations communistes tendant au vote des crédits militaires. Quelle revanche pour ceux qui ont été attaqués pour les avoir soutenus ». (Paris-Soir du 8 mai.)

Oui, quelle revanche pour la bourgeoisie, mais quelle défaite pour le prolétariat.

A. G.

## NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

MAI 1936

Cercle n° 1, 250 fr.; Cercle n° 2, 100 fr.; Cercle n° 3, 175 fr.; Docteur L. C., 10 fr.; P. V. (Lilas), 5 fr.; Yvonne, 20 fr.; Un Ami, 15 fr.; Dorval, 10 fr.; Brizon, 30 fr.; Contre les nouveaux Paladins de Jeanne-d'Arc et du Sacré-Cœur, 50 fr.; Elsner, 20 fr.; Lucienne, 7 fr.; Verax, 50 fr.

Total: 742 francs. — Total à partir du 1<sup>er</sup> janvier : 3.529.

## LA LIQUIDATION DES SOVIETS CHINOIS

Le prolétariat international possède des données fragmentaires et nettement insuffisantes sur la Chine soviétique qui occupait, vers la fin 1933, un sixième de la Chine, si l'on ne compte que les districts dits « stables » ; un quart, si l'on compte à la fois les régions stabilisées et non stabilisées.

En 1934-35 le pouvoir soviétique a dû abandonner, sous la pression des troupes du Kuomintang, la région centrale de la République soviétique. L'Armée rouge a réussi à échapper à l'encerclement et s'est frayé le chemin vers la province Setchouen. La presse communiste officielle a présenté ce recul comme un succès inouï, car dans les régions nouvelles, les conditions, paraît-il, étaient meilleures pour l'établissement et le maintien du pouvoir soviétique.

Le VII<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. a annoncé un « tournant » dans la politique communiste en Chine, y compris en Chine soviétique. Le sens de ce tournant vers « le front populaire antijaponais » qui est en train d'être appliqué paraît clairement dans l'article de *Tang Shin She* paru dans le n<sup>o</sup> 22 de la « Correspondance Internationale » du 16 mai 1935.

Rappelons d'abord quelques données fondamentales sur la Chine soviétique d'après la brochure « La Constitution de la Chine soviétique » éditée en 1935 par le Bureau d'Éditions.

« Le but de cette dictature (démocratique du prolétariat et des paysans) est d'anéantir les survivances du féodalisme, de détruire la puissance des impérialistes en Chine », proclame le premier Congrès Panchinois des Soviets.

« La loi agraire prévoit la saisie de toutes les terres et domaines des seigneurs féodaux, des propriétaires fonciers, des militaristes, de la grande bourgeoisie, des *toukhao*, du clergé et de tous les autres propriétaires terriens. En considération de la situation particulière des paysans riches chinois qui, pour la plupart, sont en même temps propriétaires terriens ou usuriers, la loi agraire prévoit également l'expropriation et la répartition des terres appartenant aux paysans riches. » (p. 6), écrit *Bela Kun* dans sa préface.

Voici maintenant des extraits de la résolution sur l'Armée rouge du 1<sup>er</sup> Congrès panchinois des Soviets :

« ...l'armée rouge ouvrière et paysanne de Chine apparaît comme la force armée de la révolution agraire et de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. » (p. 51.)

« Tous les travailleurs, ouvriers, ouvriers agricoles, paysans pauvres et moyens et la population indigente des villes ont le droit de défendre le pouvoir soviétique les armes à la main ; ceux qui appartiennent à la classe exploiteuse dominante (militaristes, propriétaires fonciers, *toukhao*, gentry, bureaucratie capitaliste, paysans riches et membres de leurs familles) n'ont pas le droit de servir dans l'Armée rouge. » (p. 52.)

Gouvernement dictatorial des ouvriers alliés aux paysans ayant pour but d'accomplir, contre les féodaux et la bourgeoisie la révolution agraire complète, de chasser les impérialistes et prenant déjà les premières mesures dans la direction du socialisme — tel apparaît le pouvoir soviétique chinois encore en 1935.

La « nouvelle » politique signifie l'abandon de tous ces principes, de tous ces objectifs.

Finie la lutte contre les propriétaires fonciers et les capitalistes :

« L'Armée rouge, qui entre dans Shansi, observe une nouvelle attitude à l'égard des propriétaires fonciers et des capitalistes, afin de les entraîner, eux aussi, dans le front antijaponais et de dresser ainsi le front unique dans l'ensemble du peuple. » (Article de *Tang-Shin-She*.)

L'Armée rouge cesse d'être une force armée de la révolution chinoise : elle « ne veut plus tourner les armes vers l'intérieur », elle « n'entend pas

mener une lutte de Chinois contre Chinois ». L'armée de classe doit céder la place à « une armée de l'alliance antijaponaise », à un accord avec les troupes militaristes des généraux chinois.

La loi agraire est au fond supprimée :

« La nouvelle politique agraire du Parti communiste de Chine est, en fait, la suivante : lorsque les grands propriétaires chinois ne sont pas des traîtres ni des agents des envahisseurs japonais, lorsque leur esprit patriotique est assez fort pour que, se sacrifiant eux-mêmes, ils participent activement au mouvement antijaponais pour le salut de la patrie, alors leur terre n'est pas confisquée. C'est ainsi qu'on aspire au front unique antijaponais de toute la population. »

Finie la lutte contre les impérialismes autres que l'impérialisme japonais :

« Les missionnaires étrangers en Chine sont, sans contredit, directement ou indirectement, les éclaireurs ou les pionniers des impérialistes en Chine. Aussi l'Armée rouge a-t-elle jusqu'ici traité ces gens en ennemis. Or, la nouvelle politique extérieure du P. C. de Chine n'est, en principe, dirigée exclusivement que contre les envahisseurs japonais. Voilà pourquoi s'est modifiée dans une certaine mesure l'attitude à l'égard des représentants d'autres puissances. »

Et comme couronnement la forme même du pouvoir soviétique semble être abandonnée :

« L'Armée rouge, commandée par les camarades *Holoung* et *Siao Ké*, qui se trouve aux frontières des provinces de *Setchouen*, du *Kweitchou* et du *Yunnan*, y a formé un gouvernement populaire révolutionnaire, symbole du futur gouvernement panchinois de défense nationale. »

Le pouvoir soviétique chinois a surgi, après la défaite de la révolution chinoise et la trahison de la bourgeoisie chinoise, en tant que représentant des masses laborieuses, seules capables de mener jusqu'au bout la lutte pour la libération sociale (révolution agraire) et nationale (lutte contre les impérialistes).

Aujourd'hui, le P. C. chinois, sous l'inspiration de l'I. C. et de *Staline*, capitule devant la bourgeoisie et les généraux chinois, abandonne le terrain de la lutte de classes et se place, avec toute l'I. C. sur le terrain de la collaboration des classes.

P. L.

---

## ÉDITIONS DE " QUE FAIRE ? "

LA DÉFENSE RÉPUBLICAINE

ou

L'OFFENSIVE RÉVOLUTIONNAIRE !

par **Marcel BRÉVAL**

Une forte brochure — 40 pages — 1 franc.

---

APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE

Numéro spécial de *Que faire ?*

Petite brochure — 8 pages — Prix : 0 fr. 20

## SUR LE FRONT CULTUREL

**LE CHEMIN DE FÉVRIER**, roman par ANNA SEGHERS  
(Éditions Sociales Internationales).

Le livre d'Anna Seghers est une évocation romancée des événements révolutionnaires qui ont secoué l'Autriche en février 1934. L'auteur prévient d'abord son public que s'il y a, naturellement, une part de fiction, dans son ouvrage, « les actes dans lesquels s'exprimèrent la nature des hommes et la loi des événements ont été peints sans retouche ».

En d'autres termes, Anna Seghers déclare préalablement qu'elle a eu le souci de toucher au fond social du drame. Ce scrupule des plus honorables lui a permis, dans une large mesure, d'éviter les deux principaux écueils du genre : le populisme et le schématisme. Elle n'a pas seulement observé la surface des hommes et des événements qu'aurait pu lui fournir un thème sentimental, une légie humanitaire, elle a voulu fixer leur vérité profonde. Mais, en cela, elle n'a pas cédé à l'esprit de commande, au mécanisme de la thèse. Au lieu de personnages, tout d'une pièce, fabriqués pour les besoins de la cause, elle nous présente des hommes bien vivants, pris par leurs soucis quotidiens et leurs aspirations plus hautes, déchirés par leurs contradictions, des hommes qui, sous nos yeux, luttent et, dans l'action, se transforment.

Le mérite du livre est de nous montrer comment le prolétariat autrichien a été conduit à briser avec les traditions social-démocrates pour prendre les armes, comment il a dû surmonter la fidélité au Parti, le fétichisme du Parti pour renouer avec les véritables traditions révolutionnaires du prolétariat. La passivité des chefs réformistes enfermé dans leurs Maisons du Peuple, étouffés dans le réseau de leurs multiples œuvres sociales, leur souci de légalité, leurs efforts de temporisation, la corruption des couches des militants subalternes qui sont socialistes pour « avoir à bon compte un gentil logement », l'attachement aveugle des meilleurs à la direction du Parti, tout cela s'écroule, tout cela est balayé par la tempête révolutionnaire.

Les ouvriers et même les chefs socialistes feront preuve d'un héroïsme admirable : « Mais quand on a repoussé pendant des années ce qui est nécessaire, on ne peut pas réparer ça en un jour, même si, pendant cette journée, on risque cent fois sa vie ». Dur enseignement qui ne s'offre pas à la méditation des seuls travailleurs autrichiens...

L'évolution de la conscience de classe du prolétariat autrichien à travers tant de heurts douloureux, à travers toutes les luttes qu'il doit soutenir contre la bourgeoisie, contre ses propres chefs et contre lui-même, tel est le « Chemin de Février », tel est du moins l'un de ses aspects. Car si l'auteur a parfaitement rendu le côté social-démocrate du drame, il ne traite qu'en passant du rôle du Parti Communiste. Mais ce qu'il dit là-dessus est très significatif. Malgré les sympathies manifestes de l'auteur pour la direction de l'I. C., les communistes apparaissent comme isolés des masses ouvrières, incapables, malgré leur dévouement, malgré leur esprit de sacrifice, de se lier au courant oppositionnel de gauche dans la social-démocratie. Au moment décisif les ouvriers communistes se confondent avec leurs camarades socialistes et se battent avec le même héroïsme, sans jouer un rôle particulier, ce qui détruit la légende de l'I. C. sur le P. C. d'Autriche, chef et initiateur du mouvement insurrectionnel.

Après février, l'auteur montre l'évolution des ouvriers socialistes vers le communisme. Anna Seghers semble se prononcer pour la ligne actuelle de l'Internationale Communiste, elle semble faire confiance à Dimitroff, quoique celui-ci suive aujourd'hui le chemin de la social-démocratie autrichienne.

Il en serait peut-être autrement si Anna Seghers était libérée de ce fétichisme de l'organisation qu'elle a su si bien discerner dans la social-démocratie.

Jacques ROCHE.

## NOTES

### “LE NOUVEAU PARTI” EN BELGIQUE

En Belgique le groupe de l'Action Socialiste Révolutionnaire vient de rompre avec le Parti Ouvrier belge; il a présenté ses listes aux élections législatives du 24 mai dans le Borinage et dans la région de Charleroi.

L'Action Socialiste a surgi au cours de la grande grève des mineurs belges en été 1932. Elle était dirigée par Spaak, qui a abandonné toutes ses conceptions gauchistes au moment où l'on lui avait offert un portefeuille dans le gouvernement de Van Zeeland. Son départ a affaibli l'Action Socialiste qui s'est scindée, quelques semaines après, en deux groupements : l'Action Socialiste de Marteaux, influencée par les stalinistes, et l'Action Socialiste Révolutionnaire de Walter Dauge, à laquelle s'est associée la majorité des trotskistes belges. Les Jeunes Gardes Socialistes qui comptent quelques 25.000 adhérents et qui collaboraient depuis 1932 avec l'Action Socialiste ont adopté, depuis la constitution du gouvernement Van Zeeland, une attitude hésitante envers la direction du P. O. B. et se sont détachées progressivement de l'A. S. R.

La position de l'A. S. R. ressemble à celle de la gauche de la S. F. I. O. en 1934-1935, au moment de la collaboration des trotskistes et du groupe de Marceau Pivert. Malgré des exagérations verbales et un confusionnisme assez prononcé (s'exprimant en particulier dans le programme de l'A. S. R. publié le 17 août 1935), l'A. S. R. défend les idées de l'internationalisme prolétarien au sein du mouvement ouvrier belge.

Lors de la désignation des candidats aux élections législatives, 10.038 voix se sont prononcées, dans la Fédération boraine, pour Walter Dauge qui a été ainsi placé le quatrième sur la liste des candidats du P. O. B.

Immédiatement s'est posé le problème de la plateforme électorale. Dauge refuse de la signer, car elle a été élaborée d'une façon bureaucratique, sans consulter les adhérents du P. O. B., et imposée aux candidats. Dauge a déclaré que :

« si la plate-forme électorale avait été discutée démocratiquement dans le parti, je me serais incliné devant la volonté de la majorité. »

Toutes les propositions transactionnelles de Dauge étant rejetées par les dirigeants de la Fédération boraine, il refusa de se soumettre à leurs exigences et a été rayé de la liste des candidats. C'est dans ces conditions que l'A. S. R. a présenté ses propres listes aux élections, ce qui signifie la rupture avec le P. O. B.

Le 3 mai, le Congrès des Jeunes Gardes Socialistes a décidé qu'il y a désormais incompatibilité entre la qualité de J. G. S. et celle de militant et de soutien d'A. S. R. Ainsi la rupture devient aussi définitive dans le mouvement des jeunes.

La séparation de l'A. S. R. du P. O. B. sur une question électorale ne peut contribuer à l'éclaircissement de la conscience de classe des ouvriers. La question posée, à cette occasion, par le *Bulletin de la Ligue des Communistes Internationales* est parfaitement légitime :

« Comment, voilà des militants qui sont restés dans un parti qui, avec ses cinq ministres socialistes, a participé à l'apauvrissement de la classe ouvrière sous le gouvernement Van Zeeland, et qui se séparent de ce parti non parce qu'ils sont arrivés à la conclusion qu'il est... un agent avéré du capitalisme, mais qui s'en font exclure parce que ce dernier viole en son sein les règles de la démocratie intérieure et par ses mesures contre Dauge rend la vie impossible à l'A. S. R. »

Un de deux : ou bien on était décidé de rompre pour des raisons politiques, conformément à l'idéologie des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale,

et alors à quoi riment les propositions transactionnelles de Dauge et pourquoi placer la question sur le terrain étroit et formel de la candidature de Dauge aux élections ?

Ou bien on est décidé à poursuivre la lutte au sein du P. O. B. (ce qui nous paraît la voie juste), et alors on pouvait choisir une de deux solutions :

Refuser à signer la plate-forme et renoncer à la candidature électorale; ou bien la signer, en marquant son désaccord avec la plate-forme et la procédure bureaucratique, avec la décision arrêtée de poursuivre à la Chambre le travail révolutionnaire dans l'esprit de Liebknecht. Dans tous les cas, l'épisode avec Dauge ne signifie pas du tout qu'il est désormais impossible aux révolutionnaires de militer au sein du P. O. B.; cet acte est un chaînon dans la politique scissionniste de la direction du P. O. B. qui ne peut pas pourtant abolir complètement la *démocratie limitée* qui est le régime intérieur de ce parti.

L'épisode Dauge a été le *prétexte* pour mettre en application la « nouvelle ligne » de Trotski visant à la constitution immédiate et générale des « nouveaux partis » (1). En France, cette ligne a abouti à un affaiblissement du mouvement des J. S. R. Il semble que l'A. S. R. n'échappera à la même destinée, si elle ne s'engage résolument dans la seule voie fructueuse : la politique révolutionnaire intransigeante liée au travail au sein des organisations ouvrières existantes de masse.

M. G.

## UN PARTI NOUVEAU

Les adhérents de notre Parti subissent presque sans réagir la politique réformiste de la direction. Il y a à cela des causes politiques multiples qui ont été étudiées dans cette revue; il y a aussi une cause connexe, secondaire, qui consiste dans le changement de la composition sociale du Parti et de sa composition tout court.

Les effectifs du Parti passent, d'après les statistiques officielles, successivement de 28.000 en 1933 à 43.000 en 1934, à 92.000 en mars 1936, à 115.000 en mai 1936. En tenant compte des fluctuations habituelles des effectifs, on peut dire, qu'entre le VII<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> Congrès, le Parti s'est renouvelé dans la proportion de quatre cinquièmes. Depuis février 1934, 72.000 nouveaux adhérents ont été séduits par le programme du Front populaire et de « l'Union de la Nation française ».

En 1933 la majorité du Parti était composée d'ouvriers travaillant dans les petites et moyennes entreprises d'industrie privée et de travailleurs des services publics. Encore en octobre 1934, le nombre de cellules d'entreprises est de 586 sur 2.725, c'est-à-dire 21.6 0/0. Un an après, en octobre 1935, sur le total de 4.221 cellules nous trouvons 776 cellules d'entreprises, c'est-à-dire 11.3 0/0. Neuf dixièmes des membres du Parti sont organisés sur la base locale; ceux qui sont groupés sur le plan industriel sont, en écrasante majorité, des ouvriers à statut.

Mais quels sont ces nouveaux adhérents qui affluent en masse dans les cellules locales ? Qui sont ceux qui adhèrent depuis les élections au rythme

(1) Voir là-dessus *Que faire ?* n° 16, p. 19-21.

de 150 par jour par le seul canal de l'*Humanité* ? Dans les « Cahiers du Bolchévisme (N° 6, p. 391-96) le camarade Charles Roth avoue que ce sont « des lutteurs de fraîche date... chez qui la spontanéité, l'immédiat, peut encore primer sur la compréhension de la tactique », donc des éléments politiquement tout à fait inexpérimentés.

Dans l'*Humanité* du 12 mai le camarade Colin cite quelques-uns de ces nouveaux venus. C'est un étudiant en médecine, de 21 ans, qui vient directement du camp fasciste, c'est un « homme de cœur » (textuel) qui veut une « France pacifique », c'est un ancien commandant, un employé de T.C.R.P., un chômeur de 20 ans qui veut surtout « préserver le franc », ce sont enfin « les femmes, ménagères, employées, fonctionnaires, mères de famille... »

Dans ce dépouillement minutieux il ne manque qu'une seule catégorie de travailleurs : celle des ouvriers.

Est-ce que cela signifie que les ouvriers n'adhèrent plus au Parti Communiste ? Nullement ! Ils sont encore nombreux, ceux qui croient aux vertus révolutionnaires des Thorez et Cie. Mais la direction ne se vante plus des adhésions ouvrières. Petit-bourgeois dans sa politique, le Parti tend à devenir petit-bourgeois dans sa composition. En effet, seuls les petits bourgeois et les ouvriers arriérés peuvent supporter à la longue sans se révolter le régime de cagoule qui étouffe toute pensée critique dans le Parti et la tactique qui se réclame de Marin et de Caillaux, d'Herriot et de Flandin.

Devenu enfin le Parti de masse, le P. C. F. a payé cher ce succès; il l'a obtenu au prix de l'abandon de ses principes révolutionnaires et de son caractère ouvrier.

Un parti nouveau, écrit Roth. Quel aveu !

MOURIER.

## QUELQUES SCÈNES ÉLECTORALES COMIQUES

Au cours des dernières élections, tous nos camarades ont assisté à des scènes plus ou moins comiques. En voici quelques-unes rigoureusement authentiques.

\*\*\*

Après une réunion, le secrétaire de la cellule engueule les adhérents du coin.

— ...et lorsque l'orateur de chez nous, après avoir parlé de la « Marcellaise » a commencé de la chanter, vous êtes tous restés là comme des c... au lieu de chanter avec lui. Naturellement il a bafouillé et comme il chantait comme un canard, tout le monde s'est f... de la gueule de notre orateur.

Un adhérent, plus hardi que les autres, répond en se grattant la tête :

— Mon vieux, moi j' connais pas les paroles !

Les autres se raccrochent à l'explication.

— Nous non plus...

Sec et tranchant, le secrétaire décide :

— Eh bien, faudra que tout le monde achète la chanson et la prochaine séance de cellule sera entièrement réservée pour la chanter en chœur. Comme ça, la prochaine fois, on aura l'air moins noix !

\*\*

Avant la réunion du candidat communiste, un jeune et nouveau membre du Parti communiste parle avec un monsieur très bien habillé portant décorations. Après la conversation, un brave prolo lui dit d'un air assez ironique :

— Ben mon pote, tu t' mouches pas du pied ! T'as des chouettes relations !

L'autre se rengorge :

— T'en fais pas. On gagne du terrain, c'est un bon... et un sûr ! C'est le secrétaire des officiers républicains !

— Peut-être, répond le prolo. Mais c'est aussi un brigadier-chef de flics qui m'a fait assommer l'année dernière par ses hommes et qui m'a fait ramasser trois mois de tôle !

\*\*\*

Dans une réunion de banlieue, un électeur pose des questions au candidat communiste :

— Les petites sœurs des pauvres rendent de grands services aux ouvriers en allant les soigner gratuitement à domicile. Je demande qu'on leur donne une carte de circulation gratuite sur les autobus.

Le candidat esquivé la question en parlant de dispensaire et d'infirmières spécialistes, mais l'autre insiste :

— Les sœurs ne sont pas sur la liste des deux cents familles, elles sont pour la réconciliation de tous les Français et en attendant le dispensaire, il faut dire si vous considérez qu'elles rendent service à tout le monde et si elles ont droit à voyager gratuitement pour aller soigner les pauvres et les ouvriers ?

— Les flics voyagent bien à l'œil pour nous casser la gueule, crie une voix, faut faire voyager gratuitement celles qui viennent nous la raccommoder. Allez, faut répondre !

Et le candidat communiste de donner son approbation malgré les protestations de quelques radicaux bouffeurs de curés qui se font traiter de doriotistes et d'agents de la bourgeoisie.

J. J.

---

VIENT DE PARAÎTRE :

**A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL**

17, Rue de Sambre-et-Meuse — Paris (10<sup>e</sup>)

**A. ROSMER**

« **DE L'UNION SACRÉE A ZIMMERWALD** »

— PRIX : 45 francs —

## LA VIE DU PARTI

Jeudi 14 mai eurent lieu à Paris deux assemblées réservées aux membres du Parti, l'une salle de la Grange-aux-Belles, l'autre avenue Mathurin-Moreau.

### L'ASSEMBLÉE DE LA GRANGE-AUX-BELLES

Plus de 5.000 militants, désireux de connaître la tactique du parti après le succès électoral, assistaient à cette assemblée. Une telle affluence et l'enthousiasme qui régnait impressionnaient non seulement les nouveaux adhérents, mais aussi ceux qui ont connu la petite secte que nous étions il y a quelques années.

Le discours de Thorez, malgré son habileté et quelques phrases révolutionnaires, a-t-il répondu à l'attente des militants ?

Après un long rappel du programme du Front populaire, où il cherche surtout à prouver que ses mesures ne menacent pas la structure de la société capitaliste, il aborde la question de la non-participation au gouvernement. Il en donne deux justifications. L'une pour les bourgeois ; ne pas les effrayer par la présence des ministres communistes ; l'autre pour nous : le rôle essentiel du P. C. c'est de mobiliser les masses dans les comités du F. P., mais il s'empresse de rassurer la bourgeoisie et son journal « Le Temps » en affirmant qu'ils n'ont rien des Soviets.

Thorez posa ensuite la question que beaucoup de militants avaient sur les lèvres : demanderons-nous aux socialistes que nous poussons à former le ministère d'en sortir lorsque se réalisera l'unité ? A cela il a répondu par une phrase vague où il laissait entendre que lors de la réalisation de l'unité, le problème du pouvoir ne se poserait pas seulement sur le plan parlementaire, mais aussi sur le plan extra-parlementaire. Cette phrase, qui n'a pas paru dans le texte publié par l'Huma du 17 mai, veut-elle dire que l'unité ne se réalisera que lorsque le prolétariat aura épuisé toutes les possibilités du parlementarisme ou bien que la réalisation de l'unité aurait cette vertu de faire passer la lutte ouvrière du plan légal et réformiste au plan révolutionnaire ? On désire des précisions.

Après des avances aux Catholiques et aux Croix de Feu, nous avons entendu avec un certain étonnement l'apologie de la démocratie ouvrière qui régnerait dans le P. C. ! Ces affirmations, pour le moins osées, étaient destinées aux journalistes — si aimablement invités. Soyons sérieux, la décision de réaliser l'unité d'action avec les « social-fascistes », la tactique du Front populaire ont-elles été prises et élaborées après une discussion dans le parti ou bien ont-elles été imposées à la conférence d'Ivry ou dans un meeting de Bullier aux membres du Parti un peu éberlués, mais toujours dociles ?

Enfin pour terminer, un chant de victoire, victoire électorale, bien entendu !...

Nous devons prendre au mot Thorez et exiger à partir des échelons intérieurs du parti le fonctionnement de la démocratie. Les applaudissements nourris qui accueillaient les phrases « gauches » et les cris de « vivent les soviets » qui restent le mot d'ordre le plus populaire parmi les communistes et les sympathisants, nous prouvent qu'en majorité les camarades du P. C. veulent suivre le chemin révolutionnaire ; malheureusement, ils sont en grande partie, inexpérimentés.

Nous devons donc faire un travail sérieux pour ouvrir leurs yeux au véritable caractère de la politique actuelle du Parti et des succès qu'il remporte. C'est par notre activité à leur côté, en leur faisant faire leur propre expérience, que nous arriverons à les convaincre.

J. L.



## LA SECONDE ASSEMBLÉE

Cette seconde assemblée, où le rapport fut fait par André Marty, fut beaucoup plus intéressante que la première parce que Marty exprima avec beaucoup plus de franchise que Thorez quelques-uns des aspects les plus importants de la politique du Parti et parce que, contrairement à l'assemblée de la Grange-aux-Belles, il fut possible de poser plusieurs questions fort significatives du rapporteur.

Tout d'abord, Marty déclara nettement que la direction du P. C. n'était pas en principe contre la participation ministérielle! Marty, comme les autres dirigeants du P. C., a d'ailleurs une réponse bien simple pour expliquer que les principes ne sont plus valables : la situation a changé. Avec ça on peut expliquer tous les reniements. Mais dans ces conditions, pourquoi parler encore de principes dans le P. C. ? Pourquoi ne pas dire ouvertement que le P. C. est un parti sans principes ?

L'argumentation de Marty fut au moins aussi curieuse pour expliquer l'actuelle politique de collaboration de classe menée par le P. C. « Nous avons, dit-il, une telle haine de la collaboration de classe et le Parti s'est tellement trempé dans la lutte contre la collaboration de classe, que maintenant il peut se livrer aux rapprochements les plus hardis. » Ainsi leur haine de la trahison est telle que maintenant les dirigeants du P. C. peuvent trahir sans péché...

Après l'exposé de Marty, malgré ses faciles et grossières « explications populaires », il était clair qu'un grand nombre d'auditeurs n'étaient pas du tout convaincus. On demanda, par exemple, si l'on continuait à être d'accord pour l'unité organique avec un parti au pouvoir; si oui, pourquoi alors on ne participe pas; si non pourquoi on continue à se dire pour l'unité organique tout en approuvant le fait que Blum constitue le ministère.

Marty s'employa — bien maladroitement — à noyer le poisson tout en convenant que la question n'était pas claire dans le Parti et que le secrétariat reçoit chaque jour de nombreuses lettres de membres du Parti, les uns demandant la participation, les autres s'élevant contre. Pourquoi alors n'ouvre-t-on pas une large et libre discussion dans le Parti, camarade Marty ?

R.

## VIE DE "QUE FAIRE ?"

Dans cette rubrique nous relaterons succinctement les côtés les plus saillants de notre activité; nos camarades et sympathisants y trouveront chaque mois les informations concernant les réunions et les publications ainsi que des extraits de lettres reçues accompagnées des réponses de la rédaction.

\*\*

Pour répondre à un certain nombre de questions relatives à l'organisation du groupe « Que faire ? », nous rappelons que nous nous sommes fixés comme tâche actuelle : « Le travail au sein des partis prolétariens et des groupements de masses en vue de la collaboration d'une politique marxiste et du regroupement des révolutionnaires prolétariens.

Etablie en fonction de cette tâche, la base de notre organisation est

constituée par des cercles — intérieurs ou extérieurs aux partis — élaborant et discutant la ligne politique exprimée par la revue et s'efforçant d'assurer la pénétration de cette politique dans le mouvement révolutionnaire.

Nos sympathisants doivent donc, sans quitter leurs organisations, s'efforcer de constituer des cercles, le centre étant à la disposition des camarades pour en faciliter l'organisation et le fonctionnement. Afin d'aider à la constitution de ces cercles se réunissant périodiquement, nos camarades doivent organiser de petites réunions d'information où un camarade du centre viendra, si nécessaire, apporter notre point de vue.

Mensuellement, une réunion publique, où sont convoqués lecteurs et sympathisants, est organisée par le centre; au cours de cette réunion sont traités plus spécialement les problèmes d'actualité.

\*\*

## PERMANENCES

Dans le courant du mois de juillet, une permanence sera ouverte à notre nouveau local, au quartier latin; notre numéro de juillet fournira tous renseignements à ce sujet.

L'installation du local, en cours d'exécution, nécessitant des frais supplémentaires, nous faisons appel au soutien des camarades.

\*\*

## RÉUNIONS

En plus des réunions des cercles, une réunion publique fut organisée par le centre.

Le 9 mai, rue Lanneau, devant 70 camarades, Rimbert développe notre point de vue sur la situation politique créée par la victoire du Front populaire. Le peu de place dont nous disposons ne nous permettant pas de faire un long compte rendu, nous prions nos lecteurs de se reporter à notre petite brochure « Après la victoire électorale ».

A l'issue de l'exposé de Rimbert une discussion s'engagea notamment avec un camarade de l'Union communiste critiquant notre mot d'ordre : « rester dans les organisations ». Rimbert démontra que le devoir révolutionnaire commandait de rester en contact étroit avec la masse organisée, non pour la suivre dans ses illusions mais pour lutter patiemment contre le courant réformiste et chauvin, pour disputer les militants aux chefs qui les trompent, pour, enfin, entraîner l'avant-garde sur des positions révolutionnaires.

Un camarade ouvrier résume parfaitement notre point de vue en posant au représentant de l'Union communiste la question suivante : de quelle façon pourrons-nous conduire les masses sur la voie révolutionnaire si nous ne sommes pas là où elles sont : l'avant-garde des ouvriers et des révolutionnaires est encore dans les rangs du P. C. et du P. S. ou agit sous leur influence directe; nous ne pouvons avoir de l'influence sur elle que si nous participons à son action quotidienne, mêlée à elle, dans ses rangs. C'est cette avant-garde qu'il faut guider et éclairer, c'est à elle qu'il faut démontrer la fausseté de la politique qu'elle soutient au sein du Front populaire. Sinon, avec quelles troupes le camarade veut-il marcher à la révolution ?

La question de la guerre et de la défense de l'U. R. S. S. ayant été brièvement évoquée, il fut décidé de porter cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

BIRON.

## BOITE AUX LETTRES

### SUR LA RÉÉDUCATION DES CHOMEURS

*D'une lettre d'un chômeur parisien se trouvant dans un « centre de rééducation des chômeurs » :*

La situation des copains du centre voisin est, en général, moins brillante que la nôtre, sauf toutefois pour la question salaire. En effet, en plus de leur indemnité de chômage, ils ont un franc par heure de travail effectif, ce qui par jour ne leur donne qu'une somme dérisoire, mais plus heureux que nous ils n'en sont pas réduits à attendre de la charité dédaigneuse et hypocrite d'un patron une prime encore plus dérisoire pour récompenser d'une façon ridicule le travail effectué.

Je vais vous raconter une histoire bien triste et bien amusante. M. Frossard désireux de se faire de la réclame vu que nous sommes en période électorale a subventionné la société « Eclair-Journal » (actualités cinématographiques sonores et parlantes) qui est venu à notre centre de « rééducation modèle » filmer les « pauvres chômeurs » rendus heureux par le travail et les secours formidables qu'ils reçoivent. Cela ne s'est pas tout à fait déroulé comme il l'aurait espéré. Certains camarades ont formellement refusé de servir de guignol dans un but publicitaire et ont envoyé Pégaros sur les roses.

Jusqu'à présent ceci est bien amusant mais voici qui est plus triste. Des chômeurs sans dignité se sont abaissés à figurer dans des petites scènes très sentimentales destinées à montrer aux chômeurs parisiens jusqu'à quel point on peut être heureux dans un centre : le retour du bon père de famille, les enfants embrassent papa, la soupe est prête, on est pauvre, mais heureux, on lèche les bottes du patron sans se rendre compte du degré d'abjection auquel on est tombé, on remercie chaleureusement ces bons messieurs Frossard et Pégaros de la bonté qu'ils ont eue en nous faisant travailler à des prix « exceptionnels ». Bref, on contribue de son mieux à tromper les camarades en leur faisant croire que la rééducation est une succursale du paradis terrestre, on agit en jaune et l'on est fier de soi.

La collaboration entre nos deux centres ne doit être qu'un premier pas. Il faut aller plus loin et réaliser l'union entre tous les centres de France. Pour cela il faut être en rapport avec eux.

Les comités de chômeurs de la Région parisienne ne pourraient-ils se mettre en liaison avec nous dans le but de coordonner la lutte à entreprendre pour que la rééducation des chômeurs soit contrôlée par les comités de chômeurs et les organisations syndicales au lieu d'être dirigés uniquement par les organisations patronales. On ne le répétera jamais assez : les chômeurs rééduqués doivent toujours être des ouvriers conscients de leur devoir de classe et non d'apprentis briseurs de grève.

*Nous attirons l'attention des organisations syndicales sur ces centres, car c'est un devoir pour elles de s'en occuper.*

### CONTRE LE FANTÔME DU PARTI

*Le camarade R. (Eure-et-Loir) nous écrit :*

Votre action est à encourager et votre position très juste. C'est dans la masse et non pas en dehors qu'il est possible de travailler utilement. Ce n'est pas en se séparant avec fracas des organisations existantes que l'on peut arriver à obtenir l'union. Actuellement, on assiste à la création d'une

## BOITE AUX LETTRES (suite).

quatrième Internationale qui ne veut rien dire. Cette Internationale fantôme ne groupera dans ses rangs squelettiques que des pêcheurs en eau trouble, des exaltés, et surtout des gens plus verbeux qu'actifs. Ce n'est pas avec des tirades ronflantes qu'on mettra les masses en action; c'est en profitant des événements et en obligeant, par la contrainte, s'il le faut, les dirigeants des partis ouvriers à marcher en avant.

Pour cela il faut éveiller dans les masses l'esprit révolutionnaire. C'est là notre rôle. A nous de ne pas y manquer.

Nous sommes ici plusieurs militants. Nous agissons de notre mieux pour éveiller la conscience de classe des ouvriers de la région. C'est un travail d'Hercule, mais nous ne nous décourageons pas.

## LES LIVRES

### Maurice DOMMANGET : BLANQUI à BELLE-ILE

(Librairie du Travail, 276 pages.)

Maurice Dommanget, qui a déjà consacré à Blanqui une brochure (éditée en 1924), décrit dans son nouveau livre, avec force de détails, le séjour de Blanqui à Belle-Ile de 1850 à 1857. Malgré l'appareil scientifique et la rigueur, avec laquelle tous les faits invoqués ont été établis, le livre est d'une lecture attrayante.

Dommanget évoque la vie des prisonniers politiques à Belle-Ile, leurs luttes intestines, leur lutte contre l'administration pénitentiaire ? Sur ce fond l'intrépidité et l'intransigeance de Blanqui ressort dans tout son relief. L'histoire de l'évasion manquée de Blanqui et de son ami Cazavan (chapitre VIII) mérite une attention particulière; elle montre, peut-être, le mieux le courage et la volonté indomptables de « l'Enfermé ».

Le séjour de Blanqui à Belle-Ile est rempli par la lutte entre les blanquistes et les partisans de Barbès, enfermé également à Belle-Ile. Si Dommanget nous raconte d'une façon détaillée toutes les péripéties de cette lutte fractionnelle, qui prend souvent des formes grotesques, il a tort, selon nous, de ne pas souligner assez le fond politique des divergences, les conceptions politiques de Barbès, son rôle en 1848, son activité. La contradiction entre la démocratie bourgeoise et le parti prolétarien naissant, qui est à la base de la lutte Blanqui-Barbès, eût apparu ainsi avec plus de clarté.

Le camarade Dommanget fut, par contre, très bien inspiré d'avoir reproduit *in extenso* une série des textes de Blanqui, surtout le célèbre *toast de Londres*, textes qui acquièrent, dans la situation présente, une actualité particulière (chapitres IV et VII). « Qui a du fer, a du pain », cette devise de Blanqui ne devrait jamais être oubliée par les prolétaires.

Dommanget ne fait qu'effleurer, dans le premier chapitre, les rapports du blanquisme avec le marxisme (p. 10-14). Il nous est impossible de traiter ici ce sujet, nous nous limitons à formuler quelques réserves sur la thèse de Dommanget comme quoi « le blanquisme en tant que pratique révolutionnaire et idéologie, s'accorde avec l'essentiel du marxisme et de l'enseignement léniniste » (p. 12). Il n'en reste pas moins que le blanquisme est ce courant du mouvement ouvrier français au XIX<sup>e</sup> siècle qui s'approche le plus du marxisme.

Le nouveau livre du camarade Dommanget constitue une contribution précieuse à l'étude de la vie de Blanqui, « cette vie admirable et presque surhumaine, offerte en holocauste à la cause prolétarienne ». P. L.

Nous avons reçu : L. TROTSKY

**DÉFENSE DU TERRORISME** (Édition Nouvelle -- Revue critique)

# 3<sup>E</sup> CONFÉRENCE

DE LA REVUE

## QUE FAIRE ?

*Le samedi 20 juin, à 20 h. 30, salle des Etudiants socialistes*

11, rue Jean-de-Beauvais (5<sup>e</sup>) — Métro : MAUBERT ou CLUNY

## LA LUTTE CONTRE LA GUERRE ET LE PROLÉTARIAT

---

---

## NOUVELLES D'URSS

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Paraissant tous les deux mois

Sur la base des données de la presse soviétique

Édité par la Revue « QUE FAIRE ? »

### SOMMAIRE DU N° 6

L'agonie du mouvement stakhanoviste ;

Le congrès du Komsomol ;

Sur le front littéraire ;

Etc.

Abonnement avec la *Revue* : un an.... 15 fr.

— — : six mois.. 8 fr.

Abonnement *Bulletin* seul : un an.... 6 fr.

— — : six mois.. 8 fr.



Gérant : LUCOT.

Imprimerie Nouvelle (ass. ouv.), 53, quai de la Seine, Paris, A. Largetier, dir. — 771-36.